

Les relations sino-africaines :
Enjeux et défis à travers l'analyse du cas sénégalais

Mémoire de maîtrise

Codja Laurindo de Chacus

Maîtrise en arts, Mondialisation et développement international

Université d'Ottawa

Professeur superviseur :

Dr. Sanni Yaya

Table des matières

Remerciements	4
RÉSUMÉ.....	5
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	7
CHAPITRE 1 INTRODUCTION GÉNÉRALE	8
Présentation du sujet.....	9
Problématique	10
Objectif de notre mémoire	11
Question de recherche	13
Délimitation spatiale.....	13
Délimitation temporelle.....	13
Importance de l'étude du sujet	14
Intérêt scientifique.....	14
Intérêt politique	14
CHAPITRE 2 PRÉSENTATION DE LA COOPÉRATION SINO-AFRICAINE.....	15
Revue littéraire	15
Analyse de la coopération sino-africaine.....	16
Hypothèse	17
Considérations méthodologiques.....	19
Cadre méthodologique	19
Méthode qualitative	19
Méthode géopolitique	20
CHAPITRE 3 COOPÉRATION SINO-AFRICAINE ET DÉVELOPPEMENT	21
La coopération vue dans un cadre général.....	21
La conférence de Bandung	23
Les Forums sur la coopération sino-africaine.....	25
Le sommet d'Addis-Abeba (2003)	27
Le sommet de Pékin (2006)	27
Le sommet de Charm el-Cheikh (2009)	28
Le sommet de Pékin (2012)	28
Le sommet de Johannesburg (2015).....	29
Le sommet de Pékin (2018)	30
Les enjeux des différents forums sino-africains	30

La coopération vue dans un cadre spécifique	32
Le contexte de la coopération sino-sénégalaise.....	32
Un début tumultueux	32
La signature de nombreux accords bilatéraux entre la Chine et le Sénégal	35
CHAPITRE 4 COOPÉRATION SINO-AFRICAINE	38
Une coopération économique : opportunités.....	39
Le secteur économique.....	39
Le secteur socio-économique	40
Une coopération commerciale : opportunités	42
Le secteur commercial	42
Une coopération économique : répercussions.....	43
Le secteur économique.....	43
Les répercussions commerciales	47
Les répercussions socio-économiques.....	48
Conclusion générale.....	53

Remerciements

Tous mes plus profonds remerciements vont à mon directeur de mémoire, monsieur Sanni Yaya, pour la confiance et le soutien qu'il a su m'accorder durant tout le programme. Je le remercie particulièrement pour sa disponibilité, ses conseils avisés, ses recommandations, sa bonne humeur et son ouverture d'esprit, qui m'ont permis de mener à bien ce travail de recherche. Professeur, je vous exprime toute ma gratitude.

Je n'oublierai pas non plus le corps professoral du département des sciences sociales de l'Université d'Ottawa et des universités que j'ai fréquentées auparavant, telles que l'UQAM, l'Université du Wisconsin à Whitewater et le Moraine Valley Community College, ainsi que mes professeurs du collège, et même mes enseignants du primaire, sans qui mon éducation n'aurait pas été possible.

Je tiens également à remercier Son Excellence monsieur René Koto Sounon, ambassadeur du Bénin au Canada, ainsi que tout le personnel de l'ambassade, qui m'a permis de jumeler mes cours à mes responsabilités professionnelles.

Je désire aussi remercier mes collègues de divers programmes d'université, ainsi que mes amis. Ma bien-aimée, merci pour ton assistance, toi qui as toujours su trouver les mots pour me remonter le moral dans les moments de fatigue. Je n'oublie pas non plus le soutien des membres de ta famille. Mes remerciements vont également à mes frères, qui ne cessent jamais de m'encourager. Mes chers parents, sachez qu'il m'est difficile de vous exprimer mes remerciements en quelques lignes. Papa, quant à tes questions récurrentes, « quand est-ce que tu finis les études ? » : bien qu'angoissantes, elles m'ont permis de ne jamais me détourner de mon objectif en période de doutes.

Enfin, gloire et puissance à Dieu, l'être suprême à qui je dois ma reconnaissance et en qui je vous confie tous pour qu'il ne cesse de vous protéger et de vous combler de mille bienfaits

RÉSUMÉ

Objectif : Ce mémoire a pour but d'analyser les relations entre la Chine et l'Afrique subsaharienne en matière de développement et de croissance économique. La croissance fulgurante des relations sino-africaines, la montée en puissance de la Chine et l'enchantement des leaders africains contrastent avec les mécontentements des populations d'Afrique subsaharienne et les inquiétudes des anciens partenaires traditionnels des pays africains. En tenant compte du contexte actuel de la présence chinoise en Afrique, la stratégie mise en place nous amène à nous questionner sur le type de relations qui lient actuellement les pays africains et la Chine.

Méthodes : Les méthodes qui nous ont permis de faire notre recherche sont les suivantes : la recherche documentaire qualitative mobilisant des études scientifiques, des rapports gouvernementaux, internationaux et d'organisations non gouvernementales, des résumés de conférence, de la géopolitique, et nos constats lors de nos multiples voyages au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne.

Résultats : La coopération sino-africaine, particulièrement au Sénégal, vient modifier et chambouler les relations, les méthodes existantes, la diversification des secteurs et les enjeux des partenariats existants. La présence de la Chine a permis à de nombreux pays subsahariens de redynamiser leurs stratégies et les enjeux. Les échanges commerciaux en matière de développement et de croissance économique ont pris une nouvelle tournure. Dans le cas empirique du Sénégal, la coopération sino-sénégalaise a apporté des changements indéniables. En revanche, cette coopération socio-économique, commerciale et politique connaît aussi de nombreux obstacles et des faiblesses qui doivent être résolues.

Conclusions : Cette recherche met en lumière la coopération sino-africaine actuelle. Pour réellement la comprendre et analyser ses répercussions et opportunités, il est impératif de considérer des aspects socio-économiques, commerciaux et politiques afin d'en tirer quelque conclusion, ou une réponse quant au désir réel de la Chine de voir les pays subsahariens se développer. Nous craignons que le continent africain ne reste que pourvoyeur de main-d'œuvre et de matières premières. Afin de profiter de cette coopération, les pays subsahariens et le

Sénégal devront mettre en œuvre des stratégies et des politiques d'évaluation cohérentes et coordonnées pour limiter les répercussions socio-économiques afin de mieux cerner les opportunités offertes par leurs partenaires tels que la Chine. Comme ceux de tous les autres partenaires traditionnels du continent africain, les débordements de la Chine doivent être encadrés et limités.

Mots-clés : Chine, Afrique, coopération, relations sino-africaines, Forum sur la coopération sino-africaine

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AGOA: African Growth and Opportunity Act

APD : Aide publique au développement

BTP : Bâtiment et travaux publics

CCC : Centre Culturel Chinois

CCF : Centre Culturel Français

CGCOC: Construction and Geo-Engineering Companies of China

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

FMI : Fonds Monétaire International

FOCAC : Forum sur la coopération sino-africaine

IDE : Investissement direct étranger

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

ONG : Organisation non gouvernementale

OUA : Organisation de l'unité africaine

PCC : Parti communiste chinois

PIB : Produit intérieur brut

PME : Petites et moyennes entreprises

RPC : République populaire de Chine

TICAD : Tokyo International Conference on African Development

UE : Union européenne

UNACOIS : Union nationale des commerçants et industriels du Sénégal

CHAPITRE 1 INTRODUCTION GÉNÉRALE

« Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera », affirmait Napoléon, et cette prophétie se réalise aujourd'hui. Le cœur du monde bat au rythme de la Chine, et ce battement se ressent sur tous les continents. Aujourd'hui, il n'est plus possible de se passer de la Chine en raison du phénomène de la mondialisation. Les Chinois sont présents dans tous les coins du monde ; en Europe, en Russie, en Amérique... La Chine est même présente Afrique et elle s'affaire sur tout le continent, au grand dam des Occidentaux. Cette expansion de la présence chinoise se justifie par le triomphe économique d'un pays qui vivait en autarcie et figurait autrefois sur la liste des pays du tiers monde. La Chine n'est pas seulement présente, elle est aussi importante aujourd'hui. Dotée d'une capacité économique importante et d'une ambition politique de premier plan, elle est une puissance incontournable dans la géopolitique mondiale. Arrêter son ascension fulgurante semble impossible, et se passer de la Chine serait encore plus impensable. Plusieurs dirigeants du monde se rendent régulièrement en Chine, non pas pour vérifier si elle est affaiblie, mais pour lui parler d'affaires mondiales, pour lui demander de réduire ses exportations et même pour lui demander de soutenir leur économie. En novembre 2019, le président français Emmanuel Macron se rendait en Chine avec l'objectif de renforcer les relations entre les deux pays, particulièrement la croissance économique. Cette deuxième visite vient renforcer la première de janvier 2018 pour la consolidation des relations diplomatiques entre les deux pays (Élysée, 2019). Les pays africains n'hésitent pas à affluer en Chine pour renforcer les relations sino-africaines. Autant d'événements qui soulignent l'ascension de la Chine et démontrent la place importante qu'elle occupe aujourd'hui. Les relations entre la Chine et l'Afrique, déjà anciennes, ont connu une accélération depuis les années d'indépendance des pays africains. Aujourd'hui, Pékin est un partenaire incontournable du continent sur les plans économique, culturel et politique, pour ne citer que ceux-

là. Notre travail s'inscrit en somme dans la continuité des recherches scientifiques. L'intérêt manifeste de la Chine en Afrique se matérialise avec des projets de construction des infrastructures, dans la coopération ou à travers une diplomatie active. La réponse explicative à ce regain d'attention se caractérise par l'ouverture de la Chine vers l'extérieur et sa recherche de sources d'approvisionnement nécessaires à sa croissance. La Chine renaît de ses cendres, elle bouscule les premiers partenaires historiques du continent africain pour se placer en troisième place derrière les États-Unis et la France. Encore plus ambitieuse, elle risque de se retrouver en première place incessamment. Nous nous intéresserons ainsi aux relations sino-africaines et aux stratégies mises en place par la Chine.

Présentation du sujet

Les années 1980 marquent le début du renouveau économique instauré par le gouvernement chinois pour la mise en place d'une nouvelle politique d'ouverture commerciale sur des pays d'Afrique. En effet, la Chine et les pays africains ont très vite exploité leurs affinités et noué au fil des années des liens historiques, idéologiques, politiques et commerciaux. Ceux-ci se sont ainsi donné la possibilité d'amorcer une collaboration efficace basée sur un certain rapport de dépendance. La Chine, soucieuse de se procurer des matières premières à des prix défiant toute concurrence, s'est tournée vers l'Afrique, qui possède une réserve importante de telles matières ; une aubaine dont Pékin ne pouvait se passer. En contrepartie, la Chine s'est engagée à répondre aux besoins en financement des pays en difficulté et à combler leurs besoins urgents en infrastructure (autoroutes, bâtiments, aéroports, ministères, etc.).

Depuis la conférence de Bandung en 1955, marquée par la naissance du mouvement des non-alignés (Kernen, 2007), la Chine marque son soutien à l'Afrique dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et toutes autres formes d'hégémonie occidentale. La stratégie

chinoise en Afrique se révèle aussi à travers la diplomatie sur le continent africain. Malgré les affres de sa propre histoire, la Chine a posé des actions non négligeables envers l'Afrique, telles que le financement de nombreux projets d'aide humanitaire, de médecine, d'agriculture et d'infrastructure. Ces initiatives mettent en évidence la volonté de la Chine d'établir sa réputation et son influence en Afrique.

Victimes de la conjoncture internationale, les relations sino-africaines n'ont cessé de croître depuis les premiers échanges survenus dans les années 1960 avec certains pays. Celles-ci ont d'ailleurs donné à la coopération sino-africaine un nouveau dynamisme.

Le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), lancé en octobre 2000, a pour but de réaffirmer l'engagement de la Chine en Afrique et d'aider les pays membres à composer avec les défis actuels, notamment la lutte contre la pauvreté. Bien que cette initiative présente des avantages et des inconvénients, elle marque une signification importante dans l'intensité des relations africaines. La Chine joue un rôle crucial dans la croissance de nombreux pays africains, et particulièrement ceux d'Afrique subsaharienne comme le Sénégal, qui réalisent une grande part de leurs échanges avec Pékin. On dénombre entre autres plus de 800 projets en Afrique dans les domaines de l'agriculture, du textile, des infrastructures, etc.

Notre difficulté à chiffrer clairement les montants exacts tient au fait que le gouvernement chinois ne publie pas ces données. Les montants sont souvent annoncés lors de conférences de presse.

Problématique

La problématique se définit comme une difficulté théorique ou pratique dont la solution n'est pas trouvée. Elle nous place au cœur de la coopération et de l'évolution des relations commerciales, économiques entre la Chine et les pays africains dans les dernières décennies. En Afrique subsaharienne et dans les pays comme le Sénégal, la Chine a toujours été présente et sa contribution au Sénégal constitue un appui non négligeable. La pertinence scientifique de notre

problématique s'inscrit dans les préoccupations de nombreux chercheurs qui s'intéressent à ce sujet. La coopération sino-africaine met en exergue les relations économiques, commerciales, politiques et diplomatiques qu'entretiennent les États africains avec la Chine, en particulier celles qui lient la Chine et le Sénégal et qui ont pour objectif de promouvoir le développement.

Il est question ici d'analyser et de déterminer si les enjeux de la coopération sino-africaine augurent de nouvelles opportunités pour les pays africains, ou si cette coopération a des répercussions sur les populations sénégalaises.

Quels sont les réels facteurs qui motivent les acteurs chinois et africains à établir des liens socio-économiques, commerciaux, et culturels ? Quelles conclusions devons-nous tirer en ce qui a trait à l'avenir des échanges entre Pékin et les États africains ? Cette coopération vaut-elle la peine pour les pays africains ? Autant de questions cruciales auxquelles nous tenterons de répondre dans ce travail.

Objectif de notre mémoire

Analyser la coopération Chine-Afrique en général aurait touché un grand nombre de contextes en lien avec la variété des interactions propres aux échanges entre les deux régions que nous étudions. L'évolution des relations qui lient la Chine à l'Afrique est considérable. La hausse des flux commerciaux enregistrés entre la Chine et l'Afrique fait de cette région une zone importante à étudier. La présence chinoise constitue un phénomène de société dont les opportunités et répercussions commerciales, socio-économiques et culturelles se font ressentir dans la vie de tous. Opérateur économique consommateur simple de biens et de services, personne n'est épargné.

Afin de circonscrire la recherche de notre étude, nous avons donc choisi de limiter notre sujet à une région géographique donnée, l'Afrique subsaharienne, puis spécifiquement à une nation : le Sénégal. En raison de sa superficie et de sa position géographique, le Sénégal représente une région

stratégique pour les intérêts chinois dans la sous-région (Sall et Sow 2019). Politiquement stable, le pays possède des atouts considérables en matières premières et en ressources naturelles diverses ; Pékin a compris l'importance de tirer profit de la place qu'il occupe dans la région. L'histoire nous démontre aussi que les relations sino-sénégalaises reposent sur de nombreuses affinités que partagent les deux pays.

Ancien allié de Taïwan, le Sénégal a compris très tôt que renouer ses liens avec la Chine lui serait avantageux. Pour Pékin, il est donc de ce fait plus facile d'ancrer son influence et de s'assurer un partenariat indéfectible pour l'avenir. L'analyse des relations entre la Chine et le Sénégal est pertinente, car très peu de pays bénéficient d'une telle proximité diplomatique. Pékin est resté fidèle malgré le fait que Dakar a entretemps tissé des liens avec Taïwan. En examinant la littérature, nous avons constaté que peu d'auteurs se penchaient jusque-là sur le cas de la coopération entre la Chine et le Sénégal. Les auteurs abordent plutôt les cas des pays de l'Afrique australe et du centre, qui sont les premiers partenaires de la Chine en matière d'échanges de ressources énergétiques. Nous avons choisi le Sénégal comme cas d'étude, car il apporte une contribution substantielle à la recherche. Les échanges ne se limitent pas aux ressources énergétiques, et la preuve est que le Sénégal a une économie en pleine mutation et possède des ressources énergétiques, du marbre, du fer, du pétrole pélagique, et même du zinc encore non exploité, convoités par de nombreux pays, y compris la Chine. De plus, nous connaissons le Sénégal pour y avoir séjourné et vécu. Témoin de ces mutations, notre objectif est d'analyser la coopération et les dynamiques qui surviennent dans les relations entre la Chine et les pays d'Afrique subsaharienne. De façon ciblée, nous examinerons les composantes formant les interactions commerciales et socio-économiques, ainsi que les relations diplomatiques. Ensuite,

nous évaluerons les opportunités et les répercussions quant à l'intensification de la coopération entre la Chine et le Sénégal.

Question de recherche

Sur la base de nos interrogations, notre sujet de recherche est le suivant : La Chine veut-elle vraiment le développement des pays africains : analyse des relations sino-africaines, particulièrement au Sénégal. Opportunités ou répercussions ?

Délimitation spatiale

La coopération sino-africaine met en exergue la Chine et le continent africain, en particulier le Sénégal. Au-delà de son emplacement stratégique sur le continent africain, le Sénégal offre de nombreux atouts et opportunités. Si nous avons décidé d'analyser la coopération sino-sénégalaise, c'est parce que le Sénégal se distingue par sa stabilité politique et par la flexibilité de son vaste marché intérieur, fort d'un nombre important de consommateurs. Le pays s'est aussi lancé dans les infrastructures de bâtiments culturels ; d'énormes contrats sont signés avec la Chine, en échange des ressources minières et naturelles dont dispose le Sénégal.

Délimitation temporelle

Chronologiquement, notre étude s'étend des années 2000 à nos jours. Nous n'avons pas la prétention de délaissier les événements qui ont précédé les jalons de la coopération entre la Chine et l'Afrique subsaharienne, mais tenons à souligner que les années 2000 marquent une nouvelle ère dans la coopération sino-africaine. Plusieurs forums sino-africains ont scellé le partenariat et l'implantation définitive de la Chine en Afrique. Nous tiendrons également compte des réalisations des années antérieures entre l'Afrique et la Chine. Celles-ci nous permettront de mieux analyser les actions de la Chine en matière de financement, d'échanges commerciaux et de développement.

Importance de l'étude du sujet

Notre sujet présente un double intérêt, il s'agit d'un intérêt scientifique d'une part et d'autre part d'un intérêt politique.

Intérêt scientifique

Nous avons pour intention d'apporter une contribution à l'étude de la science et particulièrement aux théories marxistes. Les pays du nord pratiquent un échange inégal avec les pays du sud dans le cadre du développement. Connue pour sa puissance économique, la Chine ne laisse personne indifférent du fait qu'elle est à la conquête de l'Afrique subsaharienne. Les rapports d'intérêt entre la Chine et l'Afrique subsaharienne, en particulier le Sénégal, permettent de relativiser les objectifs et les moyens dont les États font usage pour parvenir à leurs fins à travers des échanges inégaux (Amin, 1970). Le commerce ne va peut-être pas toujours avec le drapeau, mais la culture, elle, suit toujours la puissance (Huntington, 1997). Force est de constater que la Chine adhère bien à cette pensée, car elle allie puissance et culture à travers la création de nombreux instituts Confucius, qui ont pour objectif de promouvoir la culture de la langue et de la civilisation chinoise.

Intérêt politique

Pour comprendre l'intérêt politique d'un État, il faut chercher à percevoir les influences qui orientent le cours de son histoire (Duroselle et Renouvin, 1991). Cela nécessite la prise en compte des répercussions profondes sur le comportement des acteurs internationaux (Olivier, 2005). La stratégie sur la portée de développement de la Chine en Afrique subsaharienne semble être multidimensionnelle, car elle se déploie dans les domaines diplomatiques, économiques, commerciaux et politiques, entre autres ; c'est-à-dire que, dans le cadre de la coopération sino-africaine, il se trouve des motivations bien plus stratégiques que l'objet de notre étude pourra faire ressortir.

CHAPITRE 2 PRÉSENTATION DE LA COOPÉRATION SINO-AFRICAINE

Revue littéraire

Comme nous l'avons mentionné plus haut, la présence chinoise est grandissante, devenant même inquiétante pour les Occidentaux et certains Africains. Son engagement croissant dans le développement à travers la coopération « sud-sud » apporte des changements considérables dans la vie des populations africaines, mais aussi de nombreux atouts et d'énormes répercussions à plusieurs niveaux. La présente revue littéraire s'intéressera premièrement à l'état de la situation économique de l'Afrique subsaharienne, et deuxièmement aux enjeux géostratégiques que représentent les relations Chine-Afrique pour le continent africain. La situation économique de l'Afrique se décrit comme un paradoxe (Pourtier, 2010). Le continent est riche de ressources, en quantités largement suffisantes pour permettre à sa population d'en jouir, mais cette population vit majoritairement sous le seuil de la pauvreté. Gaz, pétrole, diamants, or, cobalt, platine, cuivre, plomb et zinc, notamment, sont autant de ressources que possède le continent africain. Cependant, elles sont toutes convoitées par les pays industrialisés et émergents qui se ruent sur les matières premières dont le continent déborde pour satisfaire les besoins d'industrie des pays occidentaux, et les retombées de leur utilisation ne profitent guère à l'amélioration du niveau de vie des populations africaines. Ces facteurs font partie de ceux qui expliquent les difficultés du continent africain.

De nombreuses études et analyses se sont penchées sur les relations bilatérales (Chine-Afrique). Sans être exhaustif, nous pouvons citer celles de (Manning, 2006) de (Jenkin et Edward (2006), de (Beurêt et Michel, 2008), de (Boillot et Dembiski, 2013) et de (Tsafack 2014). Les œuvres de certains journalistes, diplomates et spécialistes des relations internationales enrichit les sciences sociales pour l'analyse de la coopération sino-africaine. La littérature sur ce domaine est très

variée, mais nous avons choisi celle qui cadre avec notre étude sans pour autant épuiser toutes les sources.

Analyse de la coopération sino-africaine

Le domaine commercial

Depuis les années 2000, les échanges commerciaux entre l’Afrique et la Chine connaissent une hausse importante. Le commerce entre la Chine et l’Afrique, quasiment négligeable au début des années 1980, atteint aujourd’hui un niveau mondial du fait qu’il pèse sur les matières premières (Ofodile, 2008) ; (Tsafack, 2014). Cependant, les liens commerciaux entre les deux continents présentent un déséquilibre majeur et il faudra nécessairement tenter de remédier aux irrégularités par la mise en œuvre des réformes. Il en va de l’intérêt de l’Afrique pour son développement économique, mais aussi pour la prospérité économique de la Chine.

Le domaine de l’aide publique au développement

La notion d’aide publique a vu le jour lors des périodes de décolonisation ayant pour but de préserver l’influence des anciennes métropoles dans le contexte géopolitique de la guerre froide (Brunel, 2004). Comme objectif, l’APD devrait équilibrer le niveau de développement des anciennes colonies à travers des projets concrets et durables, tels que l’infrastructure, les actions contre la famine ou les maladies comme le paludisme, ou des initiatives relatives à la santé et l’éducation. Cependant, force est de constater que l’APD sert d’autres intérêts. Nous la qualifions d’investissement pour l’avenir des pays riches, car elle donne accès aux grandes puissances à de nouveaux marchés, autour desquels ils réduisent la pauvreté et promeuvent le développement durable, tout en projetant une image généreuse et bienveillante d’eux-mêmes (Guégan, 2005). L’économiste Thomas Bauer abonde dans ce sens, qualifiant d’abusifs les flux de capitaux transférés du nord vers le sud à titre d’aide au développement. Selon lui, il s’agit d’une entrave au

développement qui tend à empêcher l'évolution des pays sous-développés. Actuellement, les pays émergents tels que la Chine coopèrent en Afrique par le biais de l'APD et de nombreux projets d'infrastructure, d'agriculture et de culture, pour ne citer que ceux-là.

Depuis les années 2000, elle a accru son aide aux pays africains (Wang, 2007) ; (Chaponnière, 2008 ; (Guérin, 2008). Malheureusement, le montant de cette aide est souvent inconnu du fait que la Chine ne divulgue pas d'informations sur ses versements dans le cadre de celle-ci, de sorte qu'il est difficile d'obtenir des chiffres exacts complets et fiables sur le volume et les modalités de son aide (Gabas, 2008 ; Wang et Bio-Tchané, 2008). Les procédés financiers de la Chine favorisent la corruption, nuisent à la démocratie et augmentent l'intolérance à l'endettement (Reisen, 2007).

L'aide chinoise favorise la dictature et la tyrannie dans plusieurs États africains. Les institutions bancaires comme Eximbank et China Development Bank, créées en 1994, ont pour rôle de s'occuper des transactions bancaires. Elles alimentent les ambiguïtés et favorisent la corruption à travers les transferts de fonds. Nonobstant les nombreuses critiques dont elle fait l'objet, l'aide de la Chine au développement est très répandue et les dirigeants africains des pays bénéficiaires y sont toujours favorables.

Hypothèse

En ce qui concerne notre cas d'étude, l'hypothèse centrale est que les nouvelles relations économiques qu'entretient l'Afrique avec la Chine offrent de grandes opportunités, car ce partenariat propose de nouveaux mécanismes et de nouvelles possibilités de financement pour le développement du continent. Cependant, elles sont aussi porteuses de nombreuses répercussions, entre autres un assujettissement accru au cycle des exportations des matières premières et un nouveau cycle d'endettement, la faillite des petites et moyennes entreprises, sans oublier

notamment de nombreuses répercussions sur le secteur informel. Le développement d'une coopération bénéfique aux deux parties semble presque impossible, surtout pour les pays africains moins riches en ressources, présageant ainsi une dépendance accrue aux matières premières. Toutefois, le nouveau modèle de coopération sud-sud pourrait être avantageux pour l'Afrique et la Chine en raison de l'actuelle convoitise géopolitique. Le continent africain pourrait ainsi par cette coopération résoudre des problèmes d'infrastructure, l'accroissement des échanges qui représente un impératif actuellement. La Chine pourrait tirer des avantages non négligeables en ayant accès aux matières premières, élargir les débouchés pour ses exportations et des investissements susceptibles de lui rapporter des bénéfices.

Cependant, la coopération sino-africaine est considérée comme un outil de propagande et de promotion de l'impérialisme chinois au Sénégal, comme dans de nombreux pays d'Afrique. C'est donc un partenariat qui soulève des enjeux importants, tels que l'affirmation du capitalisme dit « sauvage » sur l'économie africaine et le positionnement de la Chine sur la scène internationale comme grande puissance économique avec le *soft power*. La Chine utilise le concept de coopération pour promouvoir sa vision du monde en Afrique. Pour ce faire, elle crée des instituts Confucius qui ont pour rôle de promouvoir la langue, la culture et la vision politique du pays dans le monde entier. Elle fixe ensuite les conditions des financements de nombreux projets et l'utilisation des capitaux qu'elle apporte pour la réalisation des travaux.

La Chine permet à l'Afrique de diversifier ses relations, mais ce partenariat pourrait générer de nouvelles formes de dépendance. Le risque serait de voir le continent s'enliser dans l'exportation des ressources sans pour autant résoudre le problème de la pauvreté et du sous-développement.

Sur le plan géopolitique, la présence chinoise présente une importance stratégique et politique. Les enjeux et les intérêts des anciennes puissances coloniales sont donc remis en cause avec une

nouvelle redistribution des cartes géopolitiques sur le continent. Il y aurait beaucoup à gagner avec la coopération chinoise, à condition que les termes de celle-ci soient bien définis et équitables afin qu'elle devienne levier au développement. Dans sa transition actuelle, le continent africain a opté pour l'investissement en infrastructures. Cela constitue sans doute une voie vers l'amélioration de sa productivité, du transfert des technologies, et de l'accroissement des échanges commerciaux. Une élaboration des politiques de développement bien concises par les gouvernements africains et fondés sur des règles claires avec la Chine fournirait des avantages mutuels.

Considérations méthodologiques

Notre cadre méthodologique portera sur la méthode qualitative. Nous utiliserons la méthode géopolitique qui nous permettra de connaître les enjeux tant politiques que stratégiques de la percée chinoise en Afrique subsaharienne.

Cadre méthodologique

Pour évaluer et vérifier les informations de notre étude, nous utiliserons la méthode qualitative. Le cadre méthodologique nous permet de répondre aux questions relatives au choix du continent africain de coopérer avec la Chine et d'analyser comment cette coopération s'effectue sur le terrain.

Méthode qualitative

Elle désigne tout type de recherche qui emploie des informations non numériques pour explorer des faits, des caractéristiques et des phénomènes sociaux impossibles à obtenir par des statistiques. Grâce à la méthode qualitative, nous analysons et comprenons de manière approfondie et détaillée les domaines flous de la coopération sino-africaine. Elle génère des hypothèses, ainsi que la confirmation ou la réfutation de théories préalablement définies (Ricard, 2007).

Nous avons adopté une large revue documentaire sur de nombreuses sources (littérature empirique, revues savantes, rapports de presses, travaux universitaires) pour analyser les aspects commerciaux, économiques et politiques de la présence chinoise en Afrique et au Sénégal. Nous nous sommes rendus au Sénégal plusieurs fois pour constater comment se déploie cette présence chinoise. La méthode qualitative permet de confronter le chercheur à la vie réelle (Deslauriers, 1999). Elle présente l'avantage d'analyser concrètement les pratiques sur le terrain sans se référer à des schémas de pensées ou idées préétablies, une des raisons pour lesquelles nous nous sommes rendus à Dakar à plusieurs reprises. L'approche qualitative nécessite une méthode de recherche intéressée d'abord par l'observation d'un phénomène social en milieu naturel. Miles et Huberman (2005) appuient cela lorsqu'ils soulignent qu'un premier critère de la méthodologie qualitative est qu'elle se concentre sur des événements ordinaires qui surviennent dans des contextes naturels.

Méthode géopolitique

Elle constitue une méthode d'analyse des phénomènes internationaux et étudie l'influence des facteurs géographiques, économiques et culturels sur la politique des États et des relations internationales. La géopolitique permet de décrypter les intentions profondes, les calculs souvent non avoués des acteurs, et de comprendre ce qui les pousse à agir. Pascal Boniface la définit comme une façon de comprendre le monde ; selon lui, tout devient géopolitique, et cette méthode apparaît comme une approche méthodologique qui explique les relations internationales. La géopolitique analyse les relations internes et externes des États (Lacoste, 2009). Elle s'interroge sur le calcul des uns et des autres, et sur ce qui les pousse à agir (Thual, 1996). Il s'agit de se servir géopolitique afin d'identifier les acteurs, d'analyser leurs motivations et de décrypter les intentions profondes et généralement non avouées qui animent le gouvernement chinois lorsqu'il décide de

mettre un accent particulier sur la construction des infrastructures, ainsi que sur les échanges commerciaux et socio-économiques au Sénégal en particulier.

Dans les chapitres suivants, nous analyserons les relations sino-africaines au Sénégal dans un cadre général, de la conférence de Bandung aux différents forums. Ensuite, nous analyserons les opportunités en termes de constructions d'infrastructures et de développement, surtout les répercussions de ce partenariat.

CHAPITRE 3 COOPÉRATION SINO-AFRICAINE ET DÉVELOPPEMENT

Une lecture de l'influence de la Chine en Afrique nous amènera dans ce chapitre à analyser la coopération sino-africaine dans un cadre plus général, d'abord avec la conférence de Bandung puis avec la mise sur pied des forums sur la coopération sino-africaine (FOCAC), empreinte chinoise en terre africaine. Dans notre deuxième section, il s'agira d'analyser spécifiquement la coopération entre le Sénégal et la Chine.

La coopération vue dans un cadre général

Nombreux sommets internationaux, comme la Tokyo International Conference on African Development (TICAD) de 1993, ont pour but de promouvoir le dialogue politique dans le développement axé sur trois domaines : encourager la croissance économique, assurer la sécurité humaine et la consolidation de la paix, et trouver des solutions aux problèmes de l'environnement et des changements climatiques. Nous comptons également les forums de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) dont la 17^e édition a eu lieu en juillet 2018¹. Enfin, nous pouvons citer

¹ L'African Growth and Opportunity Act, loi adoptée par le congrès américain en mai 2000, visant à soutenir l'économie des pays africains en leur facilitant l'accès au marché américain s'ils suivent les principes de l'économie libérale.

les nombreux sommets Union européenne-Afrique, les sommets Afrique-Monde arabe et les sommets France-Afrique, qui ont vu le jour au lendemain des indépendances.

L'arrivée de la Chine en Afrique s'illustre dans un contexte de désolation, un environnement en proie aux conflits armés, à la pauvreté et à la misère. C'est dans une Afrique abandonnée par l'occident et sans espoir que la Chine implante ses racines pour une nouvelle conquête.

Depuis les années 2000, la présence chinoise en Afrique est grandissante, au point de devenir inquiétante pour l'Occident. L'engagement croissant du développement économique par le biais de la coopération sud-sud crée un bouleversement de l'ordre économique mondial (Nguyen, 2009).

Lorsque nous évoquons les sommets Chine-Afrique aujourd'hui, ils ont plus d'importance en matière d'échanges économiques, sont même plus significatifs que les sommets traditionnels France-Afrique. Les Européens et les Américains sont tous les deux surpris de la manière dont la Chine se déploie et s'implante dans ce que les Occidentaux considéraient comme le désespoir de l'Afrique (Beurêt, 2008). Quant à la Chine, elle est devenue l'un des plus grands partenaires commerciaux de l'Afrique et ne cesse de gagner du terrain en tant qu'importatrice et exportatrice de produits africains (Tsafack, 2014).

La Chine pourra aider le continent africain à exploiter son potentiel économique et ainsi générer de la richesse pour ses populations. Cependant, plusieurs voix s'élèvent, du côté occidental qu'africain. De nombreux enjeux se font également sentir dans le pays, tels que la recherche de nouveaux débouchés pour les ressources naturelles, la pollution des nappes phréatiques, les besoins importants en ressources énergétiques, l'urbanisation rapide, l'insatisfaction des populations à l'égard des autorités locales, la situation de Hong Kong, etc. La Chine aura besoin d'ici 2030 d'un minimum de huit millions de barils de pétrole pour répondre aux besoins gigantesques de sa société (Kitissou, 2007). La Chine considère désormais l'approvisionnement

en ressources dont elle a besoin comme une affaire de sécurité nationale importante. Ces besoins sous-tendent les intérêts opportunistes qui justifient entre autres sa présence sur le continent africain.

Les moyens mis en place par la Chine ont des origines qui remontent à la conférence de Bandung de 1955, mais aussi aux plus récents forums et sommets Chine-Afrique organisés depuis les années 2000. En avril 2015, les dirigeants africains et chinois se sont à nouveau réunis à Bandung pour célébrer les 60 ans de la conférence de 1955. Outre la centaine de dirigeants et de délégués venus des deux continents, les commémorations ont été marquées par la signature symbolique du message de Bandung, dans lequel le président Xi Jinping s'est engagé à faire avancer la coopération dans tous les secteurs. Nous analyserons les enjeux de ces forums sur l'économie africaine.

La conférence de Bandung

Considérée comme le Sommet de l'Histoire, la conférence de Bandung est l'un des événements majeurs des relations internationales du 20^e siècle, car elle a rassemblé pour la première fois des représentants de 29 pays d'Afrique et d'Asie, du 18 au 24 avril 1955 et a accueilli plus de 1 300 invités en Indonésie. L'ancien président sénégalais Léopold Senghor voyait en cette conférence le plus grand coup de tonnerre depuis la renaissance (Conte, 1955). Celle-ci puise ses origines dans la quête d'indépendance et la volonté d'affirmation internationale des pays d'Afrique et d'Asie. Elle marque l'émergence sur la scène internationale d'un groupe nouveau, celui des « non-alignés » dans un contexte international dominé par la guerre froide et opposant le bloc soviétique au bloc occidental. La conférence de Bandung avait pour objectif de promouvoir la coopération entre les nations africaines et asiatiques, d'analyser les relations socio-économiques et culturelles entre les pays participants, d'étudier les problèmes liés au racisme et au colonialisme, et d'examiner la position afro-asiatique dans le contexte de la guerre froide (Conte, 1955).

Toutefois, la revendication principale de la conférence était la lutte pour l'indépendance des pays africains et asiatiques.

Si à cette époque s'amorce la réindustrialisation de la Chine, c'est à Bandung que le pays devient un super-grand, car la conférence de Bandung marque le début de sa reconnaissance internationale. La conférence a aussi réuni les conditions pour un développement politique, économique et culturel des pays d'Asie et d'Afrique. On peut citer le respect de la souveraineté nationale, l'ouverture aux capitaux et investissements, les accords de bourses, le dialogue des cultures, le développement de partenariats bilatéraux, la non-ingérence dans les affaires internes des États, le règlement pacifique des différends, et le respect des droits de l'homme et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Au vu du succès qu'a connu la conférence de 1955, les participants ont répété l'expérience une décennie plus tard, en présence cette fois-ci de représentants de nombreux pays africains².

Elle a permis de positionner la République populaire de Chine (RPC) comme puissance alternative face à la domination occidentale du 20^e siècle.

L'année 1971 marquera le début du réchauffement du partenariat sino-africain, matérialisé par le vote des pays africains en faveur de l'adhésion de la RPC au Conseil de sécurité des Nations Unies en qualité de membre permanent, au détriment de Taïwan. La conférence de Bandung confirme la politique de coexistence pacifique, d'amitié et de coopération de la Chine vis-à-vis des pays du tiers monde (Guerassimaff, 2011). Cette nouvelle politique africaine de la Chine se veut davantage multidimensionnelle et sophistiquée, l'objectif étant de créer une influence politique, culturelle et économique afin de renforcer sa croissance économique. Une fois son influence établie en Afrique,

² Outre ceux présents à la première conférence de Bandung, 24 pays nouvellement indépendants étaient représentés à celle du 29 juin 1965 : le Burundi, le Cameroun, le Congo-Brazzaville, le Congo-Léopoldville, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Gabon, la Guinée, la Haute-Volta, le Kenya, Madagascar, le Mali, le Niger, le Nigéria, la République centrafricaine, le Rwanda, la Sierra Leone, la Somalie, le Tanganyika, le Tchad, le Togo, l'Ouganda et le Zanzibar.

la Chine s'implique dans les missions et opérations de maintien de la paix, et accentue ses visites officielles à partir des années 1990. La fréquence à laquelle les dirigeants chinois se sont rendus en Afrique subsaharienne depuis 1989 est impressionnante. Nous pouvons déduire que les intensifications des visites des chefs d'État et des autorités chinoises en Afrique consolident un important réseau d'amitié à travers le continent³.

Les Forums sur la coopération sino-africaine

Les relations sino-africaines remontent à la dynastie Han (206 av. J.-C jusqu'à 220 après J.-C.), lorsque la Chine commence des échanges d'objets précieux. Lors de la visite de plusieurs pays du premier ministre Zhou Enlai, de décembre 1963 à février 1964, l'unité entre la Chine et les pays africains est soulignée⁴. L'on retient l'intensification des relations entre la Chine et l'Afrique avec la création du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC).

Depuis sa création en octobre 2000 à Pékin, le FOCAC est une plateforme de dialogue qui permet à la Chine et à l'Afrique de diversifier les cadres d'échanges et d'enrichir les coopérations bilatérales et multilatérales dans l'optique d'institutionnaliser et de renforcer le partenariat sino-africain. On observe en effet un développement rapide des relations sino-africaines dans divers secteurs, notamment les domaines économiques, politiques et culturels. S'inscrivant dans la déclaration de Bandung, les conférences multilatérales entre gouvernements africains et chinois constituent un espace de dialogue structuré dans lequel les échanges ne cessent d'augmenter. La mission principale du FOCAC est de concurrencer les Occidentaux, qui disposent déjà de structures semblables et organisent des sommets analogues, tels que le sommet France-Afrique en

³ Les pays africains constituent un important contingent d'alliés politiques au sein des organisations pour la Chine. C'est grâce à ce réseau qu'elle parvient à échapper aux condamnations des instances multilatérales internationales pour violation des droits de l'homme.

⁴ Les pays visités : l'Égypte, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Ghana, le Mali, le Soudan, l'Éthiopie et la Somalie.

France, l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) des États-Unis, et même le TICAD organisé par le Japon.

Rencontre internationale de discussion, le forum sur la coopération entre la Chine et l'Afrique est devenu un événement de taille pour les économies et les diplomaties chinoises et africaines en raison du grand nombre de participations de chefs d'État et de la signature ou de l'annonce d'importants contrats. Ces forums deviennent plus importants que les sommets France-Afrique, et sont aussi considérés comme étant une incroyable percée de la Chine en Afrique (Jolly, 2009).

Entre 2000 et 2018, on compte sept rencontres du FOCAC qui se sont déroulées en alternance en Chine et en Afrique. Quatre fois à Pékin, en 2000, en 2006, en 2012 et en 2018, et trois fois en Afrique : à Addis-Abeba en Éthiopie en 2003, à Charm el-Cheikh en Égypte en 2009 et à Johannesburg en Afrique du Sud en 2015. Les plans d'action du FOCAC constituent la feuille de route des échanges sino-africains et sont renouvelés tous les trois ans lors des rencontres.

Le premier FOCAC a réuni en Chine 45 pays africains sur les 54 que compte le continent. Parmi les dignitaires présents, le président chinois Jiang Zemin et son premier ministre, Zhu Rongji, ainsi que quatre chefs d'État africains et du secrétaire général de l'Union africaine Salim Hamed. Comme résultat, Pékin annule la dette de 32 pays africains parmi les moins avancés que compte le continent pour un montant estimé à 1,2 milliard \$ et l'installation de 600 entreprises chinoises en Afrique subsaharienne (Nguyen, 2009). Au terme de ce forum, la Chine publie deux textes : la déclaration de Pékin et le programme de coopération sur le développement économique et social. Le premier texte, assez politique, évoque la volonté de la Chine de tirer le continent africain du sous-développement. Le second, constitue un programme destiné à promouvoir la coopération économique entre la Chine et l'Afrique sur la base de l'égalité (Nguyen, 2009). Ce premier forum a mené à la création d'un fonds de développement pour financer la formation professionnelle, la

mise en place du Conseil pour les échanges Chine-Afrique et à l'annonce de l'annulation de nombreuses dettes.

Le sommet d'Addis-Abeba (2003)

En novembre 2003, lors du deuxième sommet du FOCAC à Addis-Abeba, on dénombre une grande participation de cinq chefs d'États africains et de personnalités telles que des vice-présidents et premiers ministres. Les objectifs principaux sont de promouvoir les investissements bilatéraux, l'établissement de la coopération dans divers domaines (paix, sécurité, consultation au sein des organisations internationales et sous-régionales comme le NEPAD, etc.), l'engagement en faveur de la paix sur le continent, et le rééquilibrage de la balance commerciale (Dakaractu, 2016).

Le sommet de Pékin (2006)

Le sommet de Pékin de novembre 2006 marquait le cinquantième anniversaire des relations diplomatiques entre la Chine et les pays africains. Comptant la participation de 48 pays africains et de la Chine, il fut un grand succès.

Ce sommet a aussi été l'occasion pour la Chine d'annoncer le doublement de son aide à l'Afrique, passant de 44 millions \$ en 2005 à 88 millions \$ en 2009 (Alden, 2007). La Chine promet aussi d'annuler 1,4 milliard de \$ de dette partielle et de prêts à taux préférentiels de pays africains. Elle diversifie ses projets dans les usines, les centrales hydroélectriques, les hôpitaux, les logements et les installations portuaires. Elle permet aussi l'établissement d'instituts Confucius en Afrique, la promotion de l'enseignement des langues africaines dans les écoles chinoises, ainsi que la formation de nombreux journalistes et professionnels de l'audiovisuel. La Chine s'est également engagée à doubler le nombre de bourses offertes aux étudiants africains. Par ailleurs, plus de 600 enseignants ont reçu une assistance technique. Les dirigeants chinois ont aussi apporté des réponses aux inquiétudes des dirigeants africains en promettant l'amélioration des standards des

entreprises chinoises en matière de corruption et de respect de normes environnementales. La Chine a aussi promis le rééquilibrage de la balance commerciale entre les deux régions avec la suppression des droits de douane pour certains produits en provenance des pays les moins avancés (PMA). Au cours de ce sommet, elle bénéficie d'un accès continu aux matières premières et ressources énergétiques fournies par le continent africain. On note aussi la création d'un fonds Chine-Afrique destiné à appuyer les entreprises chinoises dans la réalisation d'investissements directs en Afrique. Les échanges se sont développés de manière remarquable avec un total de 1,9 milliard \$ de contrats signés (Alden 2007).

Le sommet de Charm el-Cheikh (2009)

Lors du sommet de Charm el-Cheikh en 2009, il a été convenu que les échanges et l'approfondissement de la culture entre la Chine et les pays africains se multiplient. Le continent africain est devenu un centre de convoitise et la Chine a joué un rôle non négligeable dans cette transformation. On remarque le retour des partenaires traditionnels et un nombre croissant de donneurs émergents. Les dirigeants africains ont de plus en plus confiance en leur potentiel et la Chine prend conscience de cette complexité, ce qui justifie la modification de ses rapports avec le continent africain, notamment dans un changement à la fois dans la politique africaine de la Chine et dans la prise de conscience de la complexité que revêt la gestion des relations Chine-Afrique. Le discours politique de la Chine en tant que partenaire providentiel et fraternel doit être honoré, bien que son image soit ternie sur la scène internationale par son soutien aux pays africains voyous. La Chine se retrouve donc dans une impasse où le respect du principe de non-ingérence et le respect de la souveraineté comme elle le prône seront mis au défi.

Le sommet de Pékin (2012)

Le FOCAC de Pékin de 2012 a été placé sous le thème de la consolidation des acquis et de l'ouverture des perspectives pour un nouveau partenariat stratégique sino-africain. Ce FOCAC a

également poursuit les engagements des précédentes rencontres, notamment la création d'une chaîne de télévision africaine de la China Central Television (CCTV), inaugurée à Nairobi quelques mois avant le sommet de Pékin en 2012.

Au cours du sommet, la Chine entendait consolider ses influences politique et économique en Afrique. Le président chinois a également annoncé que la dette due à l'État chinois sur les prêts sans intérêts serait annulée pour les pays africains les plus pauvres et les plus endettés. Les accords et les projets d'entreprises à cogestion ou à capitaux mixtes, incluant la combinaison de l'extraction des ressources naturelles et du développement des infrastructures (routes, ponts, chemins de fer et armement), ou appelés troc, sont privilégiés (Niquet, 2006).

Par ailleurs, lors de l'ouverture de la session, le Secrétaire général des Nations Unies, présent au sommet, a félicité la coopération sino-africaine et, dans son discours, a exhorté la Chine et le continent africain à considérer leur futur bien-être comme étroitement lié dans l'intégration mondiale et des marchés internationaux⁵.

Le sommet de Johannesburg (2015)

Le sixième sommet Chine-Afrique, qui a eu lieu en 2015 à Johannesburg, est qualifié d'historique par de nombreux chefs d'État. Au cours du sommet, la Chine a annoncé une aide sans contrepartie de 60 millions \$ à l'Union africaine pour financer ses opérations de maintien de la paix. Cette somme complètera les 100 millions \$ promis par Xi Jinping pour soutenir une force de réaction rapide de l'Union africaine. La lutte contre la pauvreté, l'éducation et les infrastructures ont été également des sujets de discussion au cours de ce FOCAC.

⁵ Discours du secrétaire général des Nations Unies lors de l'ouverture du cinquième Forum sur la coopération sino-africaine en juillet 2012 à Pékin.

Le sommet de Pékin (2018)

Le forum de 2018 a connu des résultats concrets et fructueux avec une augmentation du volume des échanges bilatéraux. Dans son discours inaugural, le président Xi Jinping a réaffirmé vouloir renforcer sa coopération avec les pays africains afin de tracer une voie de développement de haute qualité inclusive et bénéfique à tous, adaptée aux conditions nationales individuelles. António Guterres lors de ce sommet a également salué la Chine et l’Afrique pour leur partenariat. Le sommet de septembre 2018 a été un avantage pour le Sénégal, qui présidera le prochain sommet de 2021 (Xinhua, 2018).

En somme, le FOCAC traduit la concrétisation des actes, la consolidation de la coopération sino-africaine ainsi que la normalisation des relations, des discours et d’autres déclarations des années précédentes (Pozzar, 2009). En tant que structure entre un pays d’un côté et un continent de l’autre, le FOCAC peut être perçu comme un exemple d’interrégionalisme hybride. Selon nous, nous ne pouvons le qualifier ni de cadre bilatéral, dans la mesure où il regroupe aujourd’hui la quasi-totalité des pays africains, ni de cadre multilatéral, car chaque pays discute indépendamment avec la Chine. Nous voyons le forum comme un déséquilibre entre un pays et un continent, ce qui met en doute le partenariat gagnant-gagnant souvent défendu par la Chine. Or, selon les Chinois, l’égalité dont il s’agit ici est la souveraineté, et la réciprocité relève de complémentarité dans les échanges et les coopérations.

[Les enjeux des différents forums sino-africains](#)

La Chine s’est inscrite dans un partenariat dit gagnant-gagnant depuis le lancement de la coopération sino-africaine. Cette coopération devrait aussi être à la fois ouverte, inclusive. La Chine serait disposée à partager ses technologies et son expertise avancées, à approfondir la coopération bilatérale et à améliorer la qualité de la main-d’œuvre africaine tout en créant des

emplois, afin de réaliser le potentiel de croissance endogène du continent. Les pays africains tels que l'Angola, l'Afrique du Sud, la République du Congo, la République démocratique du Congo et la Guinée équatoriale sont ceux qui profitent du commerce avec la Chine, car ils sont exportateurs de pétrole, de minerais, de métaux, de coton et de bois d'œuvre. En outre, les échanges avec la Chine ont dépassé ceux avec d'autres régions, en matière d'exportations et d'importations. Les importations de l'Afrique subsaharienne en provenance de la Chine sont surtout des produits manufacturés. Le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Liberia, le Ghana, le Bénin et l'Angola reçoivent plus de 80 % du total des importations de produits chinois en Afrique. Plusieurs des économies de l'Afrique subsaharienne ont donc un déficit commercial avec la Chine.

Pour ce qui est des matières premières et de l'infrastructure, la Chine a une bonne part du butin dans l'importation des ressources naturelles africaines. Elle a le monopole du bois, des minerais et des métaux, mais pas celui du pétrole, toujours contrôlé par les Américains. La Chine importe du pétrole et des minéraux surtout des pays producteurs tels que l'Angola, la Zambie et l'Afrique du Sud, entre autres, et elle exporte notamment ses textiles, ses voitures, ses téléphones portables et ses produits alimentaires industriels. En fait, la Chine exporte presque tout et n'importe quoi en Afrique. Le commerce des marchandises a connu une croissance aussi fulgurante en Afrique que dans les pays développés et en développement. En 2013, la Chine se trouvait déjà parmi les investisseurs importants en Afrique derrière la France, les États-Unis, et le Royaume-Uni. Toutefois, elle ne représente qu'une faible part du commerce mondial. Le commerce sino-africain est très inégal ; à eux seuls, l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigeria détiennent la moitié des importations et des exportations chinoises.

La coopération vue dans un cadre spécifique

Si la déclaration finale de Bandung et les plans d'action du FOAC fixent le cadre global dans lequel la politique de la Chine s'inscrit en Afrique, Pékin privilégie les accords bilatéraux. Les sociétés chinoises s'implantent dans de nombreux secteurs de l'économie africaine, ce qui justifie les accords de coopération conclus entre la Chine et chacun des pays où elle est présente. Dans ce cadre, il sera question des relations diplomatiques entre la Chine et le Sénégal. Elles ont eu lieu en deux temps : premièrement, les tournées diplomatiques chinoises au Sénégal ; deuxièmement, la signature des accords et partenariats des années 1960 jusqu'à aujourd'hui. Quelle est l'évolution des relations entre la Chine et le Sénégal ? Quels sont les secteurs clés concernés et comment cette coopération est-elle susceptible d'évoluer dans les années à venir ?

Le contexte de la coopération sino-sénégalaise

Un début tumultueux

Les relations diplomatiques entre le Sénégal et la Chine remontent à de nombreuses années, mais elles n'ont pas toujours été au beau fixe. De 1971 à 1996, elles étaient faibles à cause des liens étroits qui existaient entre Taïwan et le Sénégal. Elles ont été suspendues en 1996, quand le Sénégal pour des raisons essentiellement économiques, s'est rapproché de Taipei qui proposait une aide financière aux pays reconnaissant sa souveraineté. Non seulement la Chine pèse de plus en plus sur la scène mondiale, elle a une population de milliards d'habitants, elle est une superpuissance et membre du Conseil de sécurité des Nations Unies. Un pays comme le Sénégal, avec ses ambitions diplomatiques, sait très bien qu'il serait contre-productif de s'aliéner la Chine. La rupture des relations diplomatiques avec Taïwan permet au Sénégal de mettre en avant ses intérêts stratégiques. L'élément déclencheur survient lorsque le Sénégal est pressenti pour représenter l'Afrique à l'ONU. En compétition avec l'Afrique du Sud, également candidate, le Sénégal a vite fait de renier Taïwan afin de s'attirer le soutien de la Chine. Abdoulaye Wade n'ignore pas que la

Chine, membre permanent du Conseil de sécurité disposant d'un droit de veto, pourrait être défavorable à l'ambition du Sénégal d'obtenir le siège destiné à l'Afrique s'il maintient sa coopération bilatérale avec Taïwan⁶. Des rencontres ayant lieu dans différentes régions du monde avec des diplomates chinois confirment le soutien de la Chine pour le Sénégal, ainsi que le rétablissement des relations diplomatiques avec Pékin (Champin, 2005).

La décision du président Wade de privilégier la Chine, qui remontait en puissance politiquement et économiquement, mettait fin à la coopération avec Taïwan. Dans une lettre adressée au président taïwanais Chen Shui-bian, le président sénégalais cite le général de Gaulle pour justifier son attachement à la Chine : « Les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ». Afin de bénéficier de l'aide financière de la Chine, le Sénégal reconnaît dans l'article 3 de l'accord signé entre Dakar et Pékin qu'il n'y a qu'une Chine dans le monde, que le gouvernement de la République populaire de Chine est l'unique gouvernement légal et Taïwan fait donc partie intégrante du territoire chinois. Même si Taïwan tenait à renforcer sa coopération avec le Sénégal, ses efforts seraient vains, d'autant plus que sur le plan économique, la Chine a fait une percée sans précédent en termes d'aide et d'investissements que Taïwan serait incapable de financer.

L'arrivée au pouvoir de Abdoulaye Wade en 2000 coïncidait avec la création du FOCAC. Celle-ci a été une belle occasion d'apprécier la contribution de la Chine au Sénégal. Elle a également offert à la Chine une parcelle de pouvoir supplémentaire dans sa conquête diplomatique des pays de l'Afrique de l'Ouest. Considéré comme pays en développement, le Sénégal est passé au statut de pays moins avancé (PMA) en 2001.

⁶ La Chine refuse de nouer des relations diplomatiques avec tout pays qui reconnaît Taïwan. La seule fois où elle a usé de ce droit de veto était pour empêcher une reconnaissance de Taïwan, autrement elle ne s'en sert que pour apporter son soutien aux régimes de présidents africains qui se trouvent dans le collimateur de l'Occident.

Sur le plan économique, la Chine fait une percée sans précédent, sa venue au Sénégal est perçue comme une bouffée d'air pour ce pays qui avait subi les politiques d'ajustement du Fonds Monétaire International (FMI). Doté d'une démocratie, d'un secteur industriel relativement développé et d'un emplacement géographique favorable, le Sénégal est devenu la locomotive régionale de l'Afrique francophone, position assumée jusque-là par la Côte d'Ivoire jusqu'à ce que ce pays ne se retrouve en situation de crise. Forte de ses avantages, la Chine est devenue le premier partenaire économique de certains pays comme le Sénégal.

La reprise des relations diplomatiques entre le Sénégal et la Chine, après dix ans d'interruption, entre dans une nouvelle ère plus prolifique pour les investissements bilatéraux entre les deux nations. L'entrée en fonction en 2006 du nouvel ambassadeur de Chine au Sénégal et la signature d'un premier accord concrétisent des projets, entre autres ceux des infrastructures se rapportant aux domaines culturel, social et sportif, des hôpitaux et des centrales électriques.

La diplomatie évoluant avec les intérêts de ses acteurs permettra aux deux pays d'en tirer le maximum de profit. La reprise des relations avec la Chine permet également au Sénégal de lancer un signal fort à ses partenaires historiques que sont la France et les États-Unis, et lui permet de contourner, voire de rejeter, les conditionnalités des accords de Bretton Woods sur certaines aides au développement.

L'excellente relation sino-sénégalaise repose sur l'estime, l'amitié et la confiance qui existent entre les présidents Macky Sall et Xi Jinping. Lors de son voyage en Afrique, le président Xi Jinping a été accueilli à Dakar, la première étape de sa tournée, par son homologue Macky Sall (France24). Les relations sino-africaines ont été abordées par les chefs d'État ainsi que de nouveaux accords pour renforcer les liens économiques. Cette visite est la deuxième d'un dirigeant chinois au Sénégal, après celle de Hu Jintao en 2009.

La signature de nombreux accords bilatéraux entre la Chine et le Sénégal

Conformément aux recommandations de la conférence sino-africaine de Bandung, la Chine conclut des accords bilatéraux avec l'ensemble des pays avec lesquels elle entretient des relations. En dépit des grandes similitudes entre ces différents textes, les autorités chinoises ont adapté leur contenu à chaque partenaire. Nous nous concentrerons sur les accords socio-économiques, commerciaux et culturels entre la Chine et le Sénégal.

La forte visibilité que la Chine détient partout dans le monde sera bénéfique pour le Sénégal. La Chine a notamment énormément investi dans des projets d'infrastructure au Sénégal. Par exemple, on peut citer le Grand Théâtre National, inauguré en 2011, et le Musée des Civilisations Noires, inauguré à la fin 2018, qui constituent tous les deux des espaces de rencontre, de dialogue et de divertissement financés par la Chine. Dans le domaine des sports et loisirs, nous comptons entre autres la réfection de 11 stades régionaux, dont une arène de lutte de 2 000 places située dans la banlieue dakaroise.

La Chine, par l'entremise de son entreprise Henan Chine, a aménagé l'autoroute Malick Sy-Diamniadio qui relie Dakar au nouvel aéroport Blaise Diagne à des frais colossaux.

La beauté d'un pays réside dans les constructions de ses édifices, et la Chine est réputée d'une part pour son savoir-faire en matière de construction d'édifices, et d'autre part pour la particularité des coûts des travaux relativement peu élevés par rapport à ceux proposés par les sociétés occidentales. Dans les domaines de l'agriculture et de l'éducation, ainsi que dans le domaine sanitaire, la Chine est aussi présente au Sénégal. La Chine poursuit des objectifs à long terme en Afrique. C'est dans ce cadre que ses relations avec le Sénégal sont basées sur des combinaisons d'intérêts commerciaux et socio-économiques qui ne profitent pas qu'aux strates politiques. En 2018, la Chine a fait don de 2000 décortiqueuses qui allégeront considérablement les charges de travail dans les milieux ruraux. Ces engins permettront ainsi la modernisation agricole. Des réalisations

telles que la construction de nombreux systèmes d'approvisionnement en eau et la réhabilitation des puits dans les villages sont entre autres des projets mis en place pour l'accès à l'eau à plus de deux millions de Sénégalais dans les régions intérieures et lointaines du pays. Dans sa coopération avec le Sénégal, l'ambassadeur chinois Zhang Xun a affirmé que ces projets ont pour objectif de faire bénéficier les peuples chinois et sénégalais de la coopération et de renforcer leur sentiment de satisfaction.

La dimension culturelle n'est pas non plus à négliger. La Chine offre désormais des bourses aux étudiants sénégalais désirant profiter de son expertise technologique et scientifique.

La présence chinoise permet au Sénégal de se détacher de l'Occident, puisqu'elle offre une certaine marge de manœuvre, notamment en faisant jouer la concurrence entre les entreprises chinoises et occidentales. Le poids diplomatique du Sénégal reste donc important et primordial pour Pékin, qui a compté sur le soutien d'Abdoulaye Wade auprès des pays africains francophones de la sous-région et de la communauté internationale. Pékin apprécie ainsi tout le poids des voix africaines qui lui ont permis de retrouver son siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies au détriment de Taïwan. Face à l'offensive diplomatique et aux nombreux investissements de la République populaire de Chine sur le continent, Taïwan peine à concurrencer et ses anciens alliés lui filent entre les doigts les uns après les autres. Aujourd'hui, le Swaziland reste le dernier pays africain à lui être encore fidèle.

Si le président Xi Jinping a choisi le Sénégal comme première étape de sa tournée africaine en juillet dernier, plutôt que l'Afrique du Sud ou le Rwanda, c'est sûrement pour renforcer les relations sino-sénégalaises. Les deux chefs d'État se sont entretenus sur la coopération bilatérale, les relations sino-africaines et l'actualité internationale. Les deux pays partagent un large consensus sur des questions d'intérêt fondamental, notamment la réduction de la pauvreté, la

réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies, le maintien du libre-échange et les changements climatiques. De nouveaux accords pour renforcer les liens de coopération ont été signés et le président Xi Jinping a remis les clés d'une enceinte de lutte construite par des entreprises chinoises. Cette deuxième visite d'un président chinois vient renforcer au moins dix accords dans des domaines de la justice, de la coopération économique et technique, des infrastructures, de la valorisation du capital humain et même de l'aviation civile.

Outre les forums mis en place, la Chine se sert de ses diplômés chinois qui souhaitent se forger une solide expérience à l'étranger avant d'accéder aux postes plus importants dans la hiérarchie chinoise. Ce sont des acteurs particuliers qui reçoivent les directives de Pékin et à qui il incombe de négocier les contrats bilatéraux avec le Sénégal et les autres pays bénéficiaires de l'aide chinoise, le pouvoir central chinois compte particulièrement sur eux pour orchestrer la politique africaine. Ce sont eux que l'on retrouve à la tête d'au moins 900 grandes entreprises chinoises implantées en Afrique depuis les années 1990. Les personnels d'ambassade, les consuls, les diplomates et les coopérants sont des acteurs étatiques travaillant directement avec les pouvoirs centraux chinois et sénégalais en fonction de leur maîtrise de la langue et de leur connaissance des régions.

Dans le domaine de l'industrie, la coopération chinoise permet au Sénégal d'accélérer son processus d'industrialisation à travers la mise en service de sa plateforme internationale. Actuellement sept sociétés, dont une chinoise, y sont déjà implantées.

Dans le domaine des infrastructures, la Chine et le Sénégal travaillent en 2018 sur la réalisation de nombreux projets inscrits dans la vision du chef d'État Macky Sall par le biais du Plan Sénégal Émergent (PSE) lancé en 2014 et visant à transformer le pays. On peut citer l'autoroute de 114 kilomètres Thiès-Touba, ou Ila-Touba, construite par China Road and Bridge Corporation

(CRBC), qui a coûté 416 milliards \$ remboursables sur 25 ans avec un faible taux d'intérêt de 2 %. Elle fait partie des plus grandes réalisations. Dix accords de coopération portant sur plusieurs domaines sont signés en 2018. Ceux-ci témoignent de l'excellente relation et des résultats du partenariat entre la Chine et le Sénégal. L'année 2019 est celle de la réhabilitation des infrastructures construites les années précédentes dans le cadre de la coopération sino-sénégalaise. Il ressort clairement de nos analyses que le Sénégal n'est pas un partenaire commercial majeur de la Chine, contrairement à des pays tels que le Nigeria, l'Algérie ou autres pays riches en matières premières. Même si la Chine a un intérêt particulier pour les principaux produits d'exportation du Sénégal, à savoir les arachides, le phosphate et le coton, elle en importe très peu ; en 2015, on trouvait 95 % de produits chinois sur le marché sénégalais contre 4 % de produits sénégalais sur le marché chinois. Malgré les tentatives de rééquilibrage, l'assouplissement des taxes douanières et l'augmentation des produits sénégalais, la balance commerciale reste déficitaire et l'équilibre escompté est loin d'être acquis. En effet, alors que les exportations chinoises ont atteint 1 395 099 milliards \$ en 2010, les exportations sénégalaises étaient seulement de 2 milliards \$ (Chaponnière, 2012). Cette situation n'est donc pas sans susciter de vraies inquiétudes chez les Sénégalais qui subissent la pression d'une concurrence trop forte, voire déloyale.

CHAPITRE 4 COOPÉRATION SINO-AFRICAINE

Dans ce chapitre, il sera question de la coopération économique entre la Chine et le Sénégal.

Nous analyserons les opportunités dans les secteurs socio-économique, commercial et économique. Nous analyserons ensuite les inconvénients de cette coopération dans ces mêmes secteurs. Il sera donc question des répercussions négatives, car il semblerait que les Chinois coopèrent étroitement avec les régimes africains sans conditionnalités tout en miroitant une coopération basée sur le respect mutuel et le partage des intérêts. Plusieurs sociétés chinoises sont

implantées dans de nombreux secteurs de l'économie africaine, avec près du tiers d'entre elles impliquées dans la production, un quart dans les services et environ un cinquième dans le commerce, la construction et l'immobilier. Dans un contexte de guerre commerciale globale, la Chine entend diversifier et conquérir de nouveaux marchés dans des pays peu explorés, d'où sa présence en Afrique et au Sénégal.

Une coopération économique : opportunités

Le secteur économique

Le continent africain est immense marché potentiel avec un pouvoir d'achat massif, même si faible.

Les produits chinois très bon marché s'écoulent facilement, mais cela représente aussi un frein à l'industrialisation du continent.

Les investissements chinois en Afrique, bien que créateurs d'emploi, concernent surtout des ouvriers africains peu qualifiés. Un des avantages de la Chine est sa capacité à investir massivement et rapidement, car elle dispose d'importantes réserves en devises qui lui permettent de faire des prêts à des taux défiant toute concurrence. Elle n'hésite pas à offrir des prêts concessionnels sur 30 ans ou plus avec de faibles taux d'intérêt. Contrairement aux bailleurs internationaux, qui peuvent mettre jusqu'à dix ans pour que des projets voient le jour, la Chine signe des projets en un an. En s'appuyant essentiellement sur des sociétés nationales comme les banques d'import-export (China Eximbank) et la China Development Bank (CDB), la Chine est devenue le premier créancier de l'Afrique. Les montants ne cessent de croître et sont estimés aujourd'hui à environ 140 milliards \$ selon l'initiative africaine de recherche Chine-Afrique de l'Université Johns Hopkins. Les pays à faible revenu en Afrique subsaharienne qui reçoivent des prêts de la Chine sont endettés et risquent fortement un surendettement. Avec la multiplication des prêts et la construction d'infrastructures, plusieurs pays africains dépendent économiquement de la Chine, car celle-ci pratique une aide liée. Ceci signifie que les pays bénéficiaires des prêts

doivent conclure en priorité des contrats avec entreprises chinoises pour mettre en œuvre les projets financés. Beaucoup de prêts chinois sont également garantis par la livraison des matières premières, facteur qui endette davantage ces pays pauvres, car les coûts sont globalement à la baisse.

Dans une dernière initiative, « les nouvelles routes de la soie » lancée en 2013, le président Xi Jinping prévoit relier tous les continents à la Chine. Des pays africains tels que Djibouti, le Soudan ou même le Kenya ont déjà rejoint cette initiative. Logiquement, ceux qui rejoindront cette initiative verront leurs dettes réduites ou annulées comme le président l'a annoncé au septième forum sino-africain tenu les 3 et 4 septembre 2018. Sans pour autant donner la liste des pays bénéficiaires, ni les détails ou les conditions, les prêts sans intérêts remboursables à la fin de l'année 2018 seraient annulés, annonce que nous n'avons malheureusement pas pu vérifier.

Le secteur socio-économique

La construction des infrastructures représente un aspect majeur dans les expériences du développement, puisqu'elle est une voie efficace menant vers la modernité. Pour rappel, la Chine en avait subi le manque lors de son décollage économique, ce qui a ralenti son développement. La construction constitue cependant en elle-même un moyen de croissance permettant de stimuler aussi les secteurs du commerce, du tourisme et de l'industrie. Les infrastructures jouent un rôle important dans le développement, raison pour laquelle elles constituent une dimension clé dans la coopération sino-africaine. Elles ont été inscrites dans le plan d'action de Charm el-Cheikh afin de soutenir l'interconnexion et l'intégration de l'Afrique par la construction de plus d'infrastructures intégrées telles que les connexions routières, ferroviaires, aériennes et électriques, notamment. Autrefois qualifié de bidonvilles à cause de son manque d'infrastructures, le continent d'aujourd'hui se transforme et s'urbanise.

Le Sénégal a pour vocation de répondre aux besoins du développement économique à l'ère de la mondialisation. Si son choix se porte dorénavant sur la Chine, c'est pour des raisons et des caractéristiques jugées différentes de celles qui le portaient vers les anciennes puissances coloniales. Les villes africaines, longtemps en manque d'infrastructures, s'urbanisent désormais, et celles du Sénégal ne font pas exception à cette modernité. L'ancien président Abdoulaye Wade, se voulant bâtisseur du Sénégal moderne, n'a pas hésité à faire reposer ses campagnes électorales sur de grands chantiers, dont les publicités vendaient le rêve d'une ville moderne, voire globale, capable d'influencer la vie des Sénégalais.

Dakar, ancien village de pêcheurs, est aujourd'hui façonné par une nouvelle architecture. De nombreuses entreprises sont créées en coentreprise et gagnent la majorité des marchés autrefois attribués aux entreprises françaises, africaines et locales. Le rôle de la Chine est perceptible dans cette modernité, car le Sénégal est impliqué dans les financements pour la construction des grands travaux de l'État et celle de centres commerciaux aux allures occidentales qui permettent désormais aux Sénégalais d'imiter ce qu'ils ne voyaient que sur les chaînes télévisées étrangères.

Les habitations urbaines ont évolué, passant des maisons familiales aux habitations à loyer modéré (HLM) et aux constructions de maison à étage. Privées ou administratives, ces constructions sont semblables à celles des villes américaines, européennes et chinoises, ce qui confirme l'évolution du Sénégal en un pays aux villes modernes (Choplin et Franck, 2010).

L'arrivée des sociétés chinoises spécialisées dans la fabrication de matériaux de construction vient renforcer l'offre chinoise. Les accessoires importés de Chine sont bon marché et permettent à une classe moyenne de construire des logements modernes. Par exemple, la construction de salles de bains a grandement amélioré les conditions sanitaires privées et même publiques.

Les populations de Dakar exigent une meilleure vie de confort ou moderne selon leurs moyens et adaptées à leurs besoins. Les importations de carrelage venant d'Espagne ou d'Italie, ou de matériaux de construction venant d'ailleurs, perdent du terrain et souffrent de la concurrence, ce qui est à l'avantage des Chinois et des Sénégalais. Autrefois, plusieurs familles devaient interrompre leurs constructions faute de moyens financiers pour les finaliser. Pour un Africain, réussir dans la vie passe aussi par la possession d'un bien immobilier. Les importations de matériaux chinois à moindre coût ont permis la réalisation de nombreux rêves comme les constructions de maisons, signe de réussite pour les Sénégalais.

Une coopération commerciale : opportunités

Le secteur commercial

Les importations de marchandises chinoises sont bon marché et se distribuent jusque dans les coins reculés du pays, transformant et remodelant les habitudes de consommation (Marfaing, 2015). Non seulement les importations chinoises permettent-elles d'habiller des familles de la tête aux pieds, elles ont également permis à tous d'adopter des habitudes de consommation jusque-là réservées aux populations aisées. Les familles peuvent renouveler leurs garde-robes à chaque occasion festive, imitant ainsi ceux qui n'hésitent pas à exhiber leur boubou de grande valeur pour affirmer leur statut en société. Les jeunes et les enfants trouvent aussi leur part de modernité à travers les salles de cinéma, les aires de détente et les salles de jeux modernes. Les adultes profitent eux aussi d'aires de sports et de séances de jogging, faisant du sport comme dans les métropoles occidentales, sur le bord de la célèbre corniche de Dakar. Les populations se sentent désormais à la mode, car ils s'approprient les idéologies de consommation des classes occidentales. En fréquentant ces milieux, les Sénégalais semblent heureux même s'ils ont du mal à gérer leur quotidien.

Dans tous les marchés de Dakar, les marchandises « made in China » sont omniprésentes, du téléphone portable aux tissus, en passant par les produits de consommation courante. De nombreux Sénégalais sans emploi voient en la présence chinoise une chance de survie dans un pays où le taux de chômage est élevé. Ceux-ci profitent de la présence chinoise dans la mesure où ils sont en relation directe avec les petits commerçants chinois à qui ils permettent d'écouler leurs produits de vente (Mbembe, 2013). À écouter les revendeurs ambulants au Sénégal, ils apprécient la présence chinoise à Dakar. Selon eux, les Chinois sont les bienvenus à Dakar et leur présence est dans l'intérêt des marchands ambulants, car ils leur offrent du travail, contrairement à l'État sénégalais qui les a oubliés.

Une coopération économique : répercussions

Le secteur économique

Des multitudes de reproches sont faites aux entreprises chinoises à travers la coopération sino-sénégalaise, et les répercussions sont significatives. Pour ce qui est des appels d'offres, les sociétés chinoises sont les plus en lice et souvent celles qui obtiennent les contrats les plus juteux : aéroports, bâtiments d'État, ports, stades, etc. La Chine possède également des sociétés parapubliques fortes d'au moins 500 personnes qui, à chaque appel d'offres, diffusent l'information et dépêchent également des délégations sur place pour élaborer des stratégies et gagner la confiance des autorités locales. Le gouvernement chinois n'hésite pas non plus à octroyer des aides significatives aux entreprises chinoises désirant concurrencer les entreprises occidentales et locales en proposant des prix défiant toute concurrence. Les entreprises chinoises font l'ombre aux grands groupes français du bâtiment et des travaux publics (BTP), tels que Vinci avec sa branche Sogea-Satom, Bouygues et sa branche Colas, et Eiffage. Ceux-ci ont du mal à gagner des

marchés dans les pays tels que le Bénin, le Gabon, le Ghana, le Soudan et l'Algérie, considérés comme leurs prés carrés (Defawe 2007).

Les importations chinoises se composent généralement de pétrole et de minerais, et la Chine exporte vers l'Afrique à 90 % des produits manufacturés : chaussures, textiles, appareils électroniques, équipements divers, etc. (Hellendorff, 2010). En résumé, la structure des échanges et la destination des investissements chinois sont axées vers les secteurs miniers et pétroliers. L'aide de la Chine pour l'Afrique est également plus visible et significative chez les pays grands exportateurs de pétrole et de matières premières. Ce constat contribue ainsi à confirmer l'idée que la Chine est en Afrique pour s'appropriier les ressources au détriment des droits des populations. La vente des armes de la Chine au Soudan en pleine crise économique, et la livraison d'avions de chasse à Mugabe, traduisent ces exemples (Hellendorf, 2011). Dans des pays considérés démocratiques et pauvres comme le Bénin, le Sénégal et le Ghana, comparativement aux autres pays africains dotés de pétrole ou ressources naturelles, les investissements chinois ont permis de relancer certaines entreprises locales sans que celles-ci ne tirent réellement un profit. Le commerce sino-africain est aussi profitable aux pays ayant uniquement des sources de revenus comme le cacao et des produits agricoles recherchés à l'internationale (Dohinon, 2010).

Bien que l'Europe et les États-Unis contribuent encore aujourd'hui aux IDE en Afrique, les investissements chinois ne suivent pas du tout les mêmes règles. Le développement peine à devenir une priorité. Même lorsque les autorités africaines ont la volonté de réduire l'importation des produits étrangers et encouragent la consommation locale, la mise sur pied des industries de production locale se heurte à de multiples obstacles, comme le manque de personnel formé ou de sous-traitants. Ces difficultés illustrent l'ensemble des problèmes de nombreux pays qui passent d'une économie de rente à l'industrialisation. Ce qui est inquiétant dans la relation Chine-Afrique,

c'est qu'elle ressemble selon nous à une structure nord-sud classique contrairement à la coopération sud-sud ou gagnant-gagnant à laquelle on nous fait croire. Bien que le retour de la Chine ait permis l'insertion du continent africain dans les flux du commerce international et la relance des investissements et des infrastructures nécessaires, la coopération sino-africaine semble renforcer le continent africain dans un rôle de fournisseur de biens primaires. Malgré ses intentions affichées, la Chine semble reproduire un scénario qui enferme l'Afrique dans son statut de continent pillé, exploité à sa merci. Si les importations chinoises permettent aux pays africains d'avoir accès aux produits de consommation à bas coûts, le secteur local industriel des pays africains risque de ne jamais se développer. La Chine apporte certes de nouvelles ressources financières et contribue grâce à ses importations massives à la croissance des recettes des États africains. Ces contrats sino-africains sont toutefois négociés d'État à État dans la plus grande opacité, et les bénéficiaires de ces mannes ne sont malheureusement pas les populations. Concernant ces revenus, nous pensons qu'ils engraisent les comptes d'une poignée de nantis plutôt que de servir à l'amélioration du bien-être des populations africaines.

Les Chinois sont aussi soupçonnés de produire de fausses déclarations ou de revendre des produits finis aux prix des pièces détachées. On les accuse de livrer tardivement les commandes passées par les Sénégalais afin de faciliter l'écoulement en priorité des conteneurs chinois contenant les produits de contrefaçon. De plus, les commerçants chinois sont réputés dans le domaine de l'évasion fiscale. Au Sénégal, ils montent des ateliers dans l'arrière de leurs boutiques où travaillent une partie de leurs familles et des ouvriers. Ainsi, ils importent des pièces détachées qu'ils montent par la suite pour faire des produits finis, des bicyclettes par exemple. Au lieu de payer la douane au taux d'un produit fini, ils déclarent seulement les produits des intrants. Ainsi,

si le taux aurait dû être de 20 % pour une bicyclette, les Chinois paient uniquement entre 5 et 10 %. Cela constitue une perte pour la douane et un manque à gagner pour l'économie nationale.

Dans les années 1990, une campagne nommée « consommer sénégalais » est lancée afin de promouvoir l'artisanat. Malheureusement, elle n'a pas produit les effets attendus. Avec l'arrivée des Chinois, le secteur informel a faibli. Les plus touchés sont les artisans locaux tels que les cordonniers ou les tisserands, qui voient leurs ventes s'effondrer littéralement depuis les années 2000.

Portées au Sénégal lors de fêtes religieuses avec des habits traditionnels, les babouches sont des chaussures prisées dans toute l'Afrique subsaharienne. Elles sont fabriquées à la main à l'aide de matières premières telles que du cuir, et avec des semelles achetées en Chine. Malheureusement, les Chinois ont envahi le marché des babouches, et celles-ci sont désormais offertes à des prix moins chers, contrefaites et prêtes à être portées. Le secteur artisanal, par exemple, est victime de la contrefaçon organisée par les fabricants en Chine et les commerçants chinois expatriés en Afrique, qui reproduisent à plusieurs exemplaires les modèles des vêtements traditionnels issus du marché africain pour les écouler à nouveau sur ce même marché sans qu'aucune autorité ne daigne réagir. Le commerce ambulant qui fait vivre des familles entières a disparu, remplacé par des écrans géants sur des avenues célèbres du centre-ville. Ceux-ci affichent des publicités de marques vendues dans les centres commerciaux et les boutiques de luxe, commercialisant les grands noms de la mode internationale, mais ne parlant pas aux Dakarais, qui circulent pour la majorité à pieds et s'habillent dans les friperies ou avec des imitations chinoises, faute de pouvoir s'offrir des articles de luxe. La grande question est de savoir à qui s'adresse cette modernité et à qui elle profite.

Les répercussions commerciales

La venue des commerçants chinois représente une aubaine pour les consommateurs sénégalais, car elle permet aux classes défavorisées de s'offrir le nécessaire. Les produits chinois sont vendus à prix abordables et permettent ainsi à tous de faire des achats selon leur budget.

Les entrepreneurs et commerçants sénégalais sont les grands perdants de cette libéralisation économique. Plusieurs ont même dû cesser leurs activités à cause des nouveaux arrivants chinois. Selon les représentants de l'UNACOIS, les commerçants chinois procèdent à la contrefaçon de leurs créations artisanales pour les vendre ensuite moins chers sur le marché. Il est triste de constater la disparition d'un savoir-faire traditionnel au profit des réseaux de grande diffusion chinoise d'une telle ampleur qu'il est difficile d'y faire face, les tisserands sénégalais mettant l'accent sur le rapport qualité-prix.

Les commerçants sénégalais, accompagnés par ceux du Liban et d'autres pays, condamnent cette concurrence qualifiée de déloyale. Ceux-ci déplorent le fait que les Chinois proposent des produits de qualité douteuse et inférieure à ce qui est offert normalement, et qu'ils ne respectent pas non plus la législation douanière et fiscale du Sénégal. Incapable de supporter cette situation, l'UNACOIS organise des marches de protestation depuis 2004 de façon régulière. Les commerçants déplorent aussi le fait que les Chinois venus au Sénégal s'immiscent dans les domaines d'activités que les Sénégalais maîtrisent depuis des années.

Se voulant moderne, le gouvernement tente d'éradiquer le commerce ambulant qui fait vivre des familles entières. La pauvreté est palpable, le coût de la vie ne cesse d'augmenter, le chômage ne faiblit pas, et pourtant le gouvernement n'hésite pas à faire construire des échangeurs en plein centre-ville, des autoroutes à trois voies sur lesquelles circulent encore des ânes ou des gens à pieds, et des panneaux publicitaires géants affichant des publicités de grandes marques alors

qu'une partie de la population se vêtit dans les friperies ou avec des confections occidentales reproduites par les Chinois.

À défaut de solutions, ces griefs risquent de dégénérer par des actes de vandalisme à l'encontre des Chinois. De plus, en dépit de la qualité supérieure des tissus africains, de nombreux consommateurs sénégalais préfèrent les produits importés de la Chine. Si la balance commerciale entre la Chine et l'Afrique est globalement positive pour Pékin ou les dirigeants africains, notre perception des échanges entre les deux continents démontre que la majorité des importations chinoises proviennent des pays exportateurs de pétrole et seuls ceux-ci enregistrent un excédent commercial, tandis que la majorité des autres pays présentent une balance déficitaire.

Les répercussions socio-économiques

L'environnement est un secteur que nous ne pouvons ignorer, vu les problèmes écologiques et les répercussions environnementales qui ne cessent de se multiplier. Nombreuses sont ces sociétés chinoises qui réalisent des projets en Afrique sans se préoccuper des coûts sociaux et des répercussions environnementales. Ces sociétés profitent des failles législatives nationales, des vides juridiques et de la faiblesse ou absence des organismes de contrôle pour accroître leurs marges de profits. Les entreprises chinoises privilégient leurs modèles architecturaux, qui deviennent ainsi au Sénégal une vitrine de la Chine sans prendre en compte les besoins spécifiques des locaux. Le savoir-faire chinois est mis en valeur sans que les populations sénégalaises n'en profitent. De nombreux doutes subsistent toutefois quant à la qualité des travaux réalisés. Les matériaux de construction ne sont pas de bonne qualité et les problèmes techniques sur ces chantiers sont souvent nombreux. Les problèmes de sécurité ne manquent pas, car très peu de villes homologuent des contrôles techniques, ce qui constitue un réel danger pendant les saisons pluviales et provoque l'effondrement des nombreux bâtiments.

L'exploitation à grande échelle des ressources naturelles soulève un problème de durabilité. Une fois que ces ressources naturelles seront épuisées en raison de leur exploitation abusive, qu'advient-il des relations entre la Chine et les pays d'Afrique ? Une grande majorité des exportations de bois sont actuellement dirigées vers la Chine. Les entreprises chinoises sont responsables d'une bonne partie de la déforestation de nombreux pays en Afrique, et elles sont souvent accusées de pratiquer des coupes illégales.

Les conditions et relations de travail dans les entreprises chinoises installées dans nombreux pays du continent font l'objet de vives critiques. Les migrants travaillant notamment sur les chantiers de BTP sont en majorité des prisonniers envoyés par le gouvernement chinois en tant qu'ouvriers, une manière de purger leur peine. Par ailleurs, il semblerait qu'un nombre croissant de ces ouvriers venus de Chine pour les constructions de travaux publics ne retournent plus dans leur pays aux termes des constructions. Certains se réorientent dans la sous-traitance des bâtiments de travaux publics et d'autres dans le commerce local. Certains ouvriers profitent du cadre de coopération bilatérale et exercent des activités indépendantes pour prolonger le séjour. Selon Diaraf Alassane, secrétaire général du syndicat des travailleurs de la construction, bâtiments et travaux publics, les Chinois n'embauchent presque pas dans les projets d'État sénégalais raflés par les multinationales chinoises. Il s'agit ainsi d'une vraie préoccupation pour les Africains et notamment pour les Sénégalais, car l'intérêt de ces investissements étrangers est la création d'emplois en Afrique. Dans les cas où ces entreprises chinoises engagent des travailleurs sénégalais, ceux-ci sont maintenus à des postes subalternes et sous-rémunérés, ou comme travailleurs temporaires sans sécurité d'emploi et de salaire. Les syndicalistes disent s'inquiéter pour les droits des travailleurs, car les entreprises chinoises ont la réputation de travailler vite et bon marché. Bien que des législations prévoient qu'après un temps donné le travailleur soit considéré comme permanent, les employeurs

chinois maintiennent les ouvriers dans le statut de travailleur temporaire, les privant ainsi des avantages auxquels ils ont droit. La plupart d'entre eux ne bénéficient d'aucun avantage digne de ce nom. Les droits de congés annuels, de congés de maternité ou des congés sollicités pour des raisons familiales ne sont jamais accordés. Lorsque les travailleurs s'absentent, leur comportement est considéré comme intolérable et conduit souvent de manière automatique à un licenciement. Les plus courageux qui réclament leurs droits sont souvent victimes de multiples menaces, de mesures de coercition et de rétention des payes.

L'absence de normes de sécurité et les incidents survenus sur le chantier occasionnent des dépenses non prises en charge par ces entreprises. Les salaires sont très faibles, les heures supplémentaires effectuées ne sont pas majorées et les jours fériés ne sont pas rémunérés lorsqu'ils le sont, cette rémunération est insignifiante. Les journées de travail souvent interminables, de nombreux travailleurs sont obligés de travailler sans interruption, leurs pauses ayant été comprimées. Les ouvriers des entreprises qualifient leur situation d'esclavage et d'exploitation.

La présence des entreprises chinoises sur le marché du travail constitue une menace directe pour les acquis en matière de droit des travailleurs. Plusieurs conventions de l'Organisation internationale de travail (OIT), telles que le droit de s'affilier à un groupe syndical, le droit aux conventions collectives, le droit à une rémunération équitable et le droit de se défendre contre les discriminations, sont fréquemment violées par les employeurs chinois. À cela nous pouvons évoquer que la Chine se préoccupe peu des violations des droits de l'homme commises par ses entreprises. Même dans les pays disposant de législations de travail rigides, les Chinois préfèrent employer des travailleurs dans l'illégalité, ce qui constitue un frein à toute amélioration des conditions de travail. Les salaires sont souvent mal perçus et les entreprises chinoises paient moins bien les ouvriers locaux.

Nous ne pouvons ignorer les cas de discrimination et les pratiques abusives sur les chantiers où des femmes sont employées comme travailleuses temporaires. Elles sont souvent victimes de harcèlement sexuel, tant par les employeurs chinois que par les employés locaux. Elles sont privées d'avantages comme les congés de maternité et souvent licenciées lorsqu'elles tombent enceintes.

La relation entre les syndicats et les employeurs est souvent tendue, car ils ne sont pas les bienvenus dans la plupart des entreprises chinoises. Celles-ci mettent en place des stratégies hostiles à l'existence des groupes syndicaux au sein de leurs entreprises. Une autre astuce employée par les employeurs chinois est la difficulté linguistique. Ceux-ci avancent qu'ils ne comprennent pas les langues officielles des pays dans lesquels ils sont, encore moins les langues locales souvent parlées par les employés. Face à ce problème de communication, les syndicats ont du mal à communiquer avec les responsables chinois qui ne parlent que mandarin.

Les travailleurs se plaignent des conditions de logement, les installations sont saturées, les sanitaires et les logements sont en petit nombre et inadéquats. Les entreprises chinoises se préoccupent très peu de la santé et des normes de sécurité au travail. Une minorité d'entreprises fournissent des vêtements et l'équipement de protection adéquat à leurs employés.

Si certains employés bénéficient d'indemnités de transport ou de primes, les assurances pension, les assurances sanitaires ou d'aide au logement sont presque inexistantes. Cependant, les travailleurs chinois profitent de bien meilleures conditions. Ils bénéficient de meilleurs salaires et de véritables avantages sociaux.

Au Sénégal, comme dans les pays avoisinants, les entreprises chinoises n'adhèrent généralement pas aux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) ni aux lois nationales les plus élémentaires en matière de travail, de santé et de sécurité. Ces entreprises chinoises ne tiennent pas non plus compte des législations nationales. De nombreux travailleurs sénégalais et leurs

syndicats sont furieux contre ces entreprises chinoises, mais aussi contre les politiques mises en place par l'État. Cela prête à confusion, car les pratiques de ces entreprises varient d'un pays à l'autre, ce qui complique la tâche aux pays d'Afrique de mettre en place des lois efficaces et uniformes.

Le Sénégal est responsable des violations des droits à l'encontre des travailleurs du fait de ces lois politiques qui échouent à apporter une protection adéquate et à mettre en œuvre ces droits. Le Sénégal a fait peu de choses pour promouvoir l'accès à la justice pour les travailleurs migrants et locaux. Les violations rapportées sont, entre autres, de la discrimination, de l'intolérance religieuse et culturelle, du harcèlement, des détentions arbitraires, des insultes raciales, un manque d'hygiène, une absence de soins médicaux, des abus sexuels et des séparations de familles, en plus et d'autres violations physiques et psychologiques.

Les syndicalistes, journalistes, scientifiques et acteurs économiques décrivent la présence des entreprises chinoises de manière nuancée ou sombre ; une forme de partenariat dont les retombées commerciales ne profitent qu'à une frange de particuliers. La colère des populations donne lieu de plus en plus souvent à diverses formes de résistance et de révoltes, face à l'irresponsabilité, l'incapacité et l'inaction des États face à ces répercussions.

Conclusion générale

La Chine veut-elle vraiment le développement du continent africain ? La réponse à cette question ne peut être affirmative ou négative si elle prend en compte tous les aspects de l'analyse des relations sino-africaines. Dire que la Chine veut du bien ou veut du mal à l'Afrique serait une opinion arrêtée qui doit être écartée définitivement. Ce mémoire, contrairement à d'autres, ne prend pas position, analysant tout simplement de façon neutre la relation sino-africaine. Affirmer qu'il y a plus de répercussions que d'opportunités, ou vice versa, n'est pas la démarche la plus pertinente. À cet effet, nous avons présenté dans les chapitres précédents notre analyse de la coopération chinoise en Afrique, et particulièrement au Sénégal.

Il importe surtout aux pays africains de choisir leurs propres voies de développement en fonction de leurs besoins prioritaires, et de tracer les perspectives d'avenir. Malgré son abondance de ressources naturelles, minières et d'autres atouts, le continent africain est caractérisé par l'insuffisance des infrastructures, les conflits armés, et d'autres handicaps.

À travers les secteurs socio-économique, commercial et politique, nous avons contribué à la littérature en présentant les avantages et opportunités qui découlent de la coopération sino-africaine. Les pays occidentaux se rapprochant de l'Afrique et de nombreux autres pays s'intéresseront davantage à ce continent qui regorge de potentiel, de ressources naturelles et d'un capital humain important afin de satisfaire ses besoins et d'en tirer profit. Tel est le cas de la Chine en Afrique. Historiquement, la Chine n'est pas nouvelle en Afrique, elle a des liens avec de nombreux pays depuis des décennies. En quête permanente de ressources naturelles, elle est à nouveau présente sur le continent africain par l'entremise de nombreuses formes de partenariat. Le partenariat se déploie sur de nombreux forums ; celle sur laquelle nous avons porté notre attention et qui a permis de redynamiser les relations qui semblaient dormir entre la Chine et l'Afrique, en particulier le Sénégal, est le FOCAC. Nous avons démontré la stratégie mise en place

par la Chine en vue de profiter des ressources naturelles nécessaires pour sa consommation et sa quête de puissance. Le continent africain, bien qu'ayant de multiples ressources, est toujours pauvre. La présence chinoise vient donc permettre au continent de jouer un rôle important entre les puissances étrangères qui se bousculent pour ses ressources. Le continent africain a opté pour une nouvelle coopération dite « gagnant-gagnant » initiée par la Chine. Celle-ci offre l'occasion à une bonne partie des pays africains d'accéder à des biens de consommation et à des infrastructures. Si cette coopération est salubre, elle est loin d'être gagnant-gagnant, vu les répercussions et opportunités qui en découlent en Afrique. Contre toute attente et après notre analyse, nous ne voyons pas la Chine comme un pays qui permettra ainsi aux pays africains ou au Sénégal de s'insérer dans le commerce mondial. Premier pays africain à avoir clairement montré son intérêt vis-à-vis de la Chine devant ses partenaires européens, le Sénégal entretient des relations avec l'empire du Milieu. La Chine offre une grande opportunité au Sénégal ainsi qu'aux autres pays subsahariens. On peut résumer que l'intérêt de la Chine pour le Sénégal s'appuie principalement sur les aspects suivants :

- Le Sénégal permet à la Chine de renforcer son positionnement sur le continent et aux Nations Unies.
- La reconnaissance de la Chine par le Sénégal représente un des grands succès de la République populaire contre Taïwan.
- Comparé aux partenaires chinois riches en matières premières, le Sénégal joue un rôle important, mais pas pour autant décisif comme le Nigeria, qui constitue la priorité de la Chine en Afrique de l'Ouest.

Du côté sénégalais, l'accent est mis sur les intérêts économiques, le transfert de compétences et de technologies pour encourager de manière durable les stimulants au développement.

- La Chine représente un donateur important sous tous les aspects et sans équivoque dans la mesure où elle ne pose pas de conditionnalité politique, fait preuve de pragmatisme et met l'accent sur les projets d'infrastructures d'une grande visibilité.
- Elle joue aussi un rôle important dans l'ordre mondial multipolaire, et représente un partenaire indispensable pour tout pays candidat à un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Pour simplifier, le Sénégal et la Chine échangent la légitimation politique contre la coopération au développement. Les deux pays se considèrent juste comme des porte-parole auprès d'autres pays. Pour résumer notre analyse, la coopération sino-africaine présente autant des avantages que des inconvénients. Cette coopération ou présence chinoise ne profite qu'aux leaders africains, qui l'instrumentalisent pour le pouvoir politique. Il est donc urgent que ces leaders politiques prennent conscience de la situation afin de corriger les manquements et défendre les intérêts du peuple, contrairement à leurs calculs politiques.

Nous réitérons cette citation de Charles de Gaulle : « Les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts. » Cela s'illustre à travers nos analyses ci-dessus. La Chine pense à son développement et non à celui de l'Afrique ; s'il arrivait un jour que les pays africains ne soient plus en mesure d'alimenter ses besoins en ressources, elle n'hésitera pas couper les liens.

Bibliographie

Alden, C. (2007). *China in Africa* (2ed). London/New York: Collection African Arguments.

Amin, S. (1970). *L'accumulation à l'échelle mondiale : Critique de la théorie du sous-développement*. Paris : Anthropos.

- Bilan 2018. (2008, 14 décembre). Une année fructueuse et pleine d'opportunités pour la coopération sino-africaine. Forum sur la coopération sino-africaine. Tiré de https://www.focac.org/fra/zfgx_5/zzjw/t1621882.htm
- Boillot, JJ., & Dembinski, S. (2013). *Chindafrique : La Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain*. Éditions Odile Jacob.
- Brunel, S. (2004). *L'Afrique, un continent en réserve de développement*. Paris : Bréal
- Champin, C. (2005, 26 novembre). Le Sénégal renoue avec la Chine. Archive. http://www1.rfi.fr/actufr/articles/070/article_39420.asp
- Chine-Sénégal (2018, 29 juin). Une histoire d'amitié. CHINAFRIQUE. Tiré de http://www.chinafrique.com/Afrique/201806/t20180629_800134006.html
- Choplin, A., & Franck A. (2010). A Glimpse Of Dubai In Khartoum And Nouakchott: Prestige Urban Projects On The Margins Of The Arab World. *Built Environment* 36 (2), 192–205. Doi:10.2148/Benv.36.2.192.
- Conte, A. (1955, Avril). Bandung, Tournant De L'histoire. Paris : Robert Laffont, 1965.
- Dakaractu (2016, 5 juin). Un accord de siège signé entre le Sénégal et le NEPAD. *LA VIE SÉNÉGALAISE*. Tiré de <https://www.laviesenegalaise.com/accord-de-siege-signé-entre-senegal-nepad>
- Defawe, P. (2007, 17 avril). Les succès du BTP chinois en Afrique annoncent-ils la fin du BTP français? par François de la Chevalerie et Scarlet Wang. *Le Moniteur*. Tiré de <https://www.lemoniteur.fr/article/les-succes-du-btp-chinois-en-afrique-annoncent-ils-la-fin-du-btp-francais-par-francois-de-la-chevalerie-et-scarlet-wang.410004>
- Deslauriers, J.P., (1991). Recherche qualitative : Guide pratique. *McGraw-Hill éditeurs, Montréal*
- Dohinon H. (2010). Investissements directs chinois au Bénin : Opportunités et défis pour le développement, *mémoire de licence de l'Ihec*. : Bruxelles.
- Dumont, R. (2012). *L'Afrique est mal partie*. Édition du Seuil.
- Duroselle, J.B. et Renouvin, C. (1991). Introduction à l'histoire des relations internationales. Paris : 536 p.

Eximbank. (s.d). Tiré de www.english.eximbank.gov.cn

France Diplomatie (2019, 04 octobre) Présentation du Sénégal. Tiré de www.diplomatie.gouv.fr

Guerassimaff, CP. (2011). *La Chine dans le monde : panorama d'une ascension*. Paris : Ellipses, 287.

Guérin, E. (2008). Bailleurs émergents et gouvernance mondiale de l'aide au développement : Où en est la Chine en Afrique ? Idées pour le débat (« Gouvernance mondiale »), IDRRI, n ° 30.

Hellendorff, B. (2010). La Chine en Afrique. Survol des enjeux. *Note d'analyse du GRIP*, 13 décembre.

Hellendorff, B. (2011). La Chine face aux menaces sécuritaires africaines. *Note d'analyse du GRIP*, 10 mars.

Huberman, A.M. et Miles, M.B. (1991). *Analyse des données qualitatives*. Bruxelles : De Boeck-Wesmael.

Huntington, S. (1977). Le choc des civilisations. Paris: *Odile Jacob*.

Institut D'études Européennes - Université Paris 8. (S.d.). LA GÉOPOLITIQUE : 43 FICHES thématiques et documentées pour comprendre l'actualité de Pascal Boniface. Tiré de <https://iee.univ-paris8.fr/?Travailler-a-Paris-8,202>

Jenkin, S.R & Edward C. (2006). The economic impacts of China and India on sub-Saharan Africa: trends and prospects. *Journal of Asian Economics*. 17 (2),207-225.

Jolly, J. (2011). *Les Chinois à la conquête de l'Afrique*. Paris : Pygmalion.

Kernen, A. (2007). Les stratégies chinoises en Afrique : du pétrole aux bassines en plastique.

Kitissou, M. (2007). Africa in China's global strategy. *Ados & Abbey publishers ltd*

Lacoste, Y. Géopolitique. La longue histoire d'aujourd'hui. Paris : *Larousse*, 2009. P. 17.

La Chine et le Sénégal : Une coopération fructueuse. Tiré de www.kewoulo.info

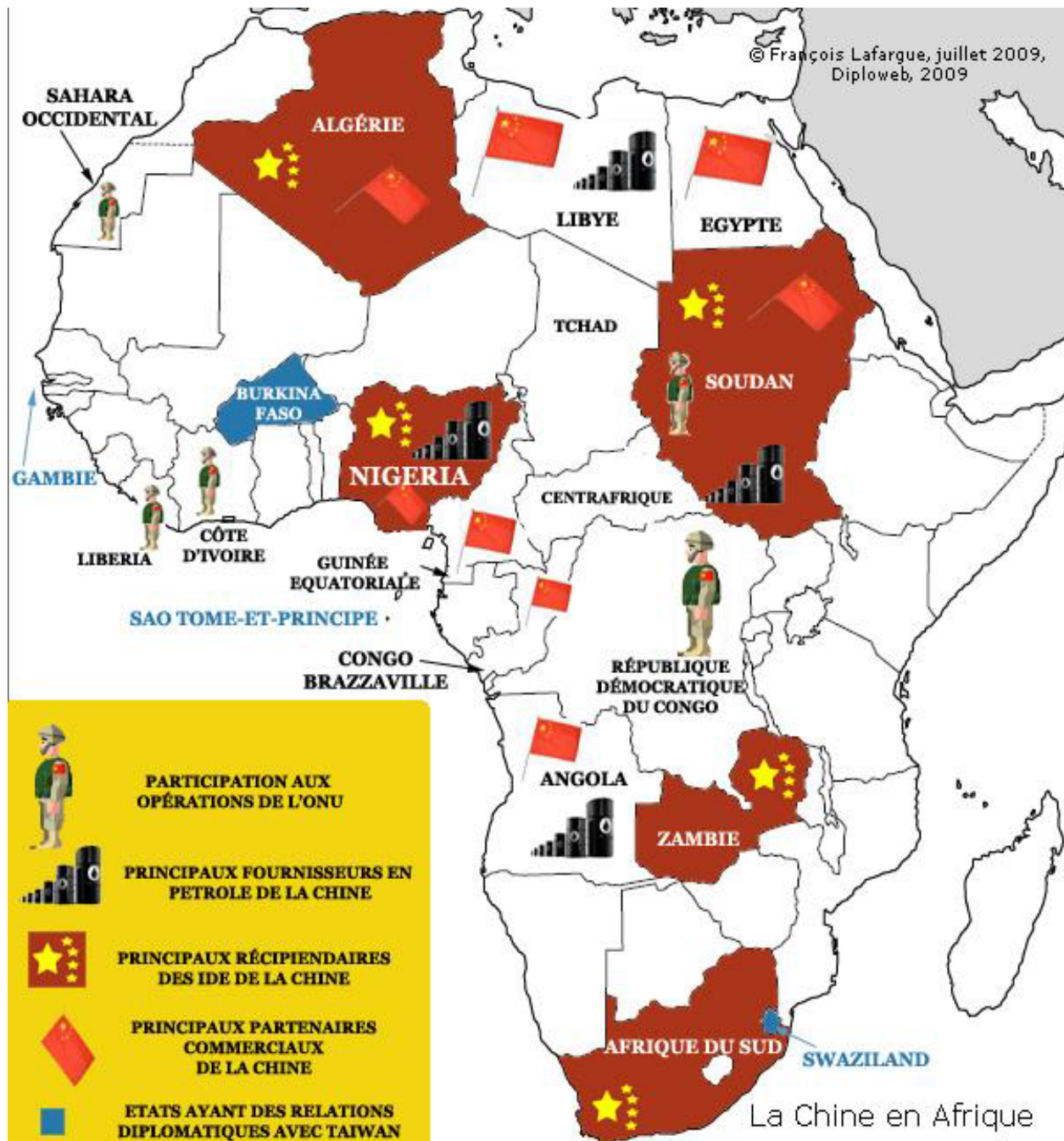
La Coopération sino-sénégalaise a fait un bond qualitatif en 2018. (Synthèse). (2019, 01 janvier). Tiré de http://french.xinhuanet.com/2019-01/01/c_137712193.htm

Lafargue, F. (2005). La Chine, une puissance africaine. *Perspectives chinoises*, 90, juillet-août pp. 19-30. doi: 103,406/perch.2005.3331

- Les enjeux de la visite d'État du Président Emmanuel Macron à Pékin et Shanghai. (2019, 2 novembre) *actualités, Elysée*. Tiré de www.elysee.fr
- Marfaing, L. (2015). Dakar ville moderne : la médiation des entrepreneurs sénégalais en Chine. *Canadian Journal of African Studies/Revue canadienne des études africaines*, 53. doi : 10.1080/00083968.2018.1548365
- Manning, R. (2006). "Will Emerging Donors" change the face of international cooperation? *Development Policy Review*. 24. (4). 371-385
- Mbembe, A. (2013). [2010] Sortir de la grande nuit. *Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris : La Découverte.
- Niquet, V. (2006). La stratégie africaine de la Chine. *Politique Étrangère, IFRJ (été) 02*. 361-374.
- Ofodile, U. (2008). Trade, Empires, and Subjects China-Africa Trade: A New Fair-Trade Arrangement or the Third Scramble for Africa. *Vanderbilt Journal of Transnational Law*. 41.(2). 37-52.
- Olivier, L. (2005) L'élaboration d'une problématique de recherche, outils, méthodes. Paris : Harmattan
- Pourtier, R. (2010). *Afriques noires*, (2ed). Paris : Hachette. 255.
- Pozzar, M.H. (2009). L'aide chinoise à l'Afrique : La difficulté à penser la notion d'aide chinoise au développement. *Chaire C.-A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement*.
- Reisen, H. (2009). Is China actually helping improve debt sustainability in Africa? *G24 policy brief. No 9*. Centre de Développement de l'OCDE. Paris.
- Sall, B., et Sow, H. (2019), AD: 299: Au Sénégal, les ressources souterraines suscitent de l'espoir et des inquiétudes. Tiré de <https://www.afrobarometer.org/publications/ad299-au-senegal-les-ressources-souterraines-suscitent-de-lespoir-et-des-inquietudes>
- Thual, F. (1996). Méthodes de la géopolitique, apprendre à déchiffrer l'actualité. Paris : Ellipses. 128.
- Tsafack, R. (2014). Chine : opportunité ou menace pour l'Afrique ? *cedimes*.

Wang, J-Y. (2007). What drives China's growing role in Africa? *Washington: International affairs*. Working paper 07/21 6, (84), 1205-1221.

Wang, J-Y., & Bio-Tchané A. (mars 2008). *Afrique-Chine : des liens plus étroits, comment tirer le meilleur parti de l'engagement économique croissant de la Chine en Afrique ? Finances et développement*. 44-47.



François Lafargue. La Chine en Afrique. Une réalité à nuance. Carte de la Chine en Afrique. Tiré de <https://www.diploweb.com/La-Chine-en-Afrique-une-realite-a.html>